



«Une agriculture piégée
par les coûts de production –
Rapport de situation 2004»



«Une agriculture piégée
par les coûts de production –
Rapport de situation 2004»





Sommaire

4

Avant-propos	6
Résumé	7
Conception photographique	8

Partie A: Production et situation du marché en 2004

A1 Aperçu	12
A2 Production agricole en 2004	13
Figure 1: Durée d'ensoleillement journalière (2003–2004)	13
Figure 2: Température (moyenne journalière) (2003–2004)	14
Figure 3: Précipitations journalières (2003–2004)	15
Figure 4: Baisse de l'avantage financier des programmes de label (2002–2004)	17
Figure 5: Evolution des prix des taureaux (2002–2004)	18
A3 Comptes économiques de l'agriculture	20
Figure 6: Production agricole et consommation intermédiaire (1985–2004)	20
Tableau 1: Comptes économiques de l'agriculture (1985–2004)	22

Partie B: L'agriculture dans l'économie nationale

B1 Aperçu	26
Tableau 2: Consommation intermédiaire pour l'agriculture par branche (1995)	26
Tableau 3: Consommation de produits et de prestations agricoles par branche (1995)	27
B2 Les marchés d'approvisionnement de l'agriculture	27
Figure 7: Entreprises et employés fournissant des biens intermédiaires à l'agriculture (2001)	28
Figure 8: Entreprises et employés en aval de l'agriculture (2001)	30
B3 Entreprises de transformation et de commerce des produits agricoles	31
Figure 9: Entreprises de commerce et employés vendant des denrées alimentaires et d'agrément (2001)	31
Figure 10: Part de l'agriculture aux dépenses des consommateurs suisses pour les denrées alimentaires (1985–2003)	32
B4 Contribution de l'agriculture au produit intérieur brut et part de l'agriculture aux dépenses des consommateurs pour les denrées alimentaires	32
Figure 11: Prix de revient et marge brute de la viande et de la charcuterie (1999–2004)	33
Figure 12: Prix de revient et marge brute du lait et des produits laitiers (1999–2004)	33



Partie C: Réussir malgré une situation des coûts défavorable?

C1 Revenus en 2003	36
Figure 13: Evolution des indicateurs de revenus (2001–2003)	36
Tableau 4: Revenu du travail agricole et salaires comparables (1998–2003)	37
Figure 14: Rentabilité du capital total différenciée en fonction des régions (2000–2002)	38
C2 Coûts de production élevés	39
Figure 15: Prix facteurs suisses en comparaison avec les pays voisins	40
Figure 16: Evolution des prix des moyens et des facteurs de production agricole (1998–2003)	41
Figure 17: Coûts totaux par hectare en fonction du type d'exploitation (2000–2003)	42
Figure 18: Coûts totaux par hectare en fonction de la surface agricole utile (2000–2003)	43
Figure 19: Productivité des facteurs en fonction de la surface agricole utile (2000–2003)	45
Figure 20: Productivité relative du travail et du capital des exploitations agricoles suisses (2000–2003)	46
C3 Résumé et points de vue	47

Partie D: Annexes

Annexe 1: Complément à la figure 7	52
Annexe 2: Complément à la figure 9	53
Annexe 3: Complément à la figure 8	54
Annexe 4: Définition des indicateurs	56
Annexe 5: Complément à la figure 13	56

Impressum

Collaboration au rapport de situation	58
--	-----------



Avant-propos

6

Le rapport de situation «Une agriculture piégée par les coûts de production» de l'Union suisse des paysans est sorti et avec lui la troisième édition de cette publication s'adressant aux experts, aux spécialistes des médias et aux politiciens. Nous entendons naturellement aussi toucher les paysannes et les paysans eux-mêmes, ainsi que d'autres milieux intéressés.

La situation économique de l'agriculture suisse reste précaire. Le rythme soutenu des réformes met les familles paysannes sous pression, et il ne faut pas s'attendre de sitôt à une accalmie. Sur les marchés agricoles, la déréglementation et la libéralisation se poursuivent.

S'agissant de la politique intérieure, la concrétisation de la Politique agricole 2007 progresse, l'élément déterminant en est la suppression du contingentement laitier d'ici 2009. Parallèlement, les mesures d'économie font pression sur les budgets, et les moyens financiers destinés à l'agriculture risquent d'être encore diminués.

Sur la scène internationale, nous subissons les effets de l'application des Accords bilatéraux avec l'UE et des engagements OMC auxquels devrait aboutir le cycle de Doha. La libéralisation du marché du fromage découlant de l'application des Accords bilatéraux I accroît la pression sur le prix du lait. Bien qu'en principe favorables à l'agriculture, les Accords bilatéraux II mettent sous pression la culture de la betterave sucrière, une branche de production encore lucrative pour de nombreuses exploitations agricoles.

Le principal problème est celui des négociations agricoles à l'OMC. Comme on le sait, un accord-cadre a pu être signé à Genève le

1^{er} août 2004. Ses modalités n'ont pas encore été définies dans les détails, mais il est à prévoir que l'agriculture perdra à l'élargissement de l'accès au marché, notamment. Si les revendications des grands pays exportateurs sont acceptées, le secteur devrait essuyer des pertes de 1,5 à 2,5 milliards de francs par année sous l'effet des engagements OMC.

Des stratégies doivent être mises en place pour relever de tels défis. Et pour pouvoir réagir, les familles paysannes de Suisse doivent disposer d'une plus grande marge de manœuvre entrepreneuriale et réduire leurs coûts. L'USP a présenté en automne 2004 un premier train de mesures globales allant dans le sens de ces revendications. D'autres propositions suivront.

Le présent rapport soulève une question centrale: l'agriculture suisse se trouve piégée par ses coûts de production, les analyses le prouvent. Des mesures doivent être prises de toute urgence pour remédier à cette situation. Il faut que les exploitations mettent à profit leurs potentiels de réduction des coûts, et les prix des moyens de production doivent baisser. Les prescriptions particulièrement onéreuses doivent être assouplies sans que ne soient toutefois remis en question les acquis dans les domaines de l'écologie, de la protection des animaux, de la sécurité alimentaire et de la qualité.

Hansjörg Walter
Président
Union suisse des paysans

Jacques Bourgeois
Directeur
Union suisse des paysans



Résumé

Dans la partie A, le lecteur trouvera une rétrospective de l'année agricole 2004. Les conditions météorologiques équilibrées ont permis aux paysans d'enranger de bonnes récoltes. Si les produits ont dans la plupart des cas pu être écoulés sans problèmes, les prix étaient en revanche souvent sensiblement plus bas que l'année précédente. Le bon volume de production dans le secteur animal a également pu être écoulé sans problèmes.

La situation de l'agriculture au sein de l'économie nationale est traitée dans la partie B. Produisant encore 1% de la valeur ajoutée, l'agriculture ne compte plus parmi les principales branches économiques. Elle n'en produit pas moins des matières premières de haute qualité pour l'industrie alimentaire indigène et fournit d'importantes prestations d'intérêt général. Le succès des produits de notre agriculture ne dépend néanmoins pas uniquement de la performance de l'agriculture suisse, mais aussi de la compétitivité de la filière agro-alimentaire tout entière.

La consommation intermédiaire de l'agriculture est élevée. Entre 2001 et 2003, elle a totalisé en moyenne à 5'928 millions de francs par année. 23% de la consommation intermédiaire est produite par l'agriculture elle-même (p.ex. semences et plants, fourrages grossiers), les 77% restants étant fournis par d'autres branches. Quant aux marchandises et aux prestations fournies par l'agriculture, elles sont pour la plupart utilisées à titre de consommation intermédiaire par des entreprises en aval, la part du lion revenant à l'industrie alimentaire (57%). Les entreprises actives dans les marchés d'approvisionnement de l'agriculture et

celles des branches en aval se caractérisent par de petites structures. Notons aussi que dans certaines filières, le nombre de grandes entreprises actives est très limité, ce qui restreint le pouvoir des producteurs sur le marché.

L'agriculture touche une part de plus en plus faible de ce que paient les consommateurs pour la nourriture. Actuellement, cette part est estimée à environ 20%, les 80% restants étant absorbés par la transformation, la confection, le commerce, l'innovation et le marketing. Aucun renversement de tendance n'est en vue. En juin 2004, la marge brute de la transformation et du commerce sur le panier de produits «viande fraîche» était par exemple supérieure de 29,6% à la période de référence courant de février à avril 1999. La marge brute totale sur le lait et les produits laitiers suit une évolution similaire.

La partie C est consacrée à la situation des revenus en 2003 ainsi qu'aux coûts de la production agricole. Comme le montrent les analyses, l'agriculture suisse est fortement handicapée par les coûts élevés.

En 2003, le revenu total médian (revenu agricole plus revenu accessoire) des exploitants agricoles a été de 72'300.– francs; il a donc été supérieur à celui des deux années précédentes. Cette augmentation est notamment due à l'amélioration du revenu agricole, dont la valeur médiane s'élevait à 50'500.– francs en 2003 (+4'000.– francs par rapport à 2002). Notons que cette progression du revenu agricole est plutôt étonnante en regard des pertes importantes causées par la grande sécheresse de l'été 2003 à la production végétale, notam-

ment. Les grands efforts entrepris par les exploitants, les mesures d'aide, les actions de solidarité ainsi que les bons prix sur les marchés du bétail de boucherie ont permis d'en amortir quelque peu les conséquences. S'élevant à 33'400.– francs, la médiane du produit du travail annuel par unité de main-d'œuvre familiale a elle aussi sensiblement augmenté en 2003 par rapport aux deux années précédentes. Malgré cela, 74% des exploitations agricoles n'ont pas atteint la barre des 50'000.– francs en 2003.

Pour 13,4% des exploitations, les facteurs de production «travail» et «capital» ont été mieux rétribués que s'ils avaient été utilisés en dehors de l'agriculture. Cette productivité relativement faible s'explique en grande partie par la structure défavorable des recettes et des coûts au sein des exploitations. Rappelons que cette situation est notamment due au niveau élevé des coûts en Suisse. Ce problème appelle des mesures susceptibles de réduire les prix de la consommation intermédiaire de l'agriculture et permettant de continuer de sensibiliser les exploitations agricoles à la question des coûts. En effet, seules une baisse des prix des moyens de production agricoles et la mise à profit systématique des potentiels d'économies sur les exploitations conduiront à une augmentation de la productivité et à une amélioration de la situation économique de l'agriculture.



Conception photographique

8

Les photos jouent un rôle important dans la présentation du rapport de situation. Elles doivent être parlantes, témoigner d'une certaine recherche esthétique et en même temps raconter une histoire. Même si elles n'ont pas toujours un lien direct avec le contenu, elles se rapportent toujours à l'agriculture et aux thèmes traités dans le rapport de situation. Rappelons que les années précédentes, l'accent était mis sur les exploitations agricoles et les familles paysannes.

Dans l'édition 2004, le lien avec l'agriculture est plus abstrait: pour documenter les changements intervenus au fil du temps dans l'agriculture, on a juxtaposé des images du passé et du présent. Si beaucoup de changements sont visibles au premier coup d'œil, certaines comparaisons sont plus subtiles et nuancées.

L'agriculture marque le paysage de son empreinte. La modification des structures, des cultures et des modes de production se reflètent donc directement dans l'aspect de nos campagnes. Outre l'agriculture, d'autres activités et besoins humains modèlent le paysage. Quelle était la place de l'agriculture autrefois et quelle est-elle aujourd'hui? La confrontation des images d'autrefois avec celles d'aujourd'hui permettra également de répondre à cette question.

Les photos illustrent de manière claire et différenciée les changements intervenus au fil du temps dans l'agriculture – et les paysages en général – et elles servent également de base à des projections d'avenir: Quelle sera l'évolution au cours des dix, cinquante ou cent prochaines années? Quel rôle l'agriculture jouera-t-elle? Toute latitude est laissée à l'imagination et à la fantaisie.

Le matériel provient des archives de la Fondation documenta natura. Soutenue par une équipe de photographes professionnels, cette dernière élabore des dossiers de documentation photographique sur des projets dans les domaines de la construction, des transports, du tourisme et de la recherche. Une telle documentation commence par un état des lieux photographique de l'objet ou du paysage en question. Après le bouclage du projet ou après plusieurs décennies, l'objet ou le paysage est repris en photo depuis exactement le même emplacement. Les clichés sont soigneusement traités et archivés. Ils peuvent être utilisés à tout moment et reproduits même après plusieurs dizaines d'années.

Par l'observation sur le long terme, l'archivage professionnel des photographies et un travail de relations publiques, Documenta natura

souhaite apporter des témoignages des changements qui affectent l'environnement, la forêt et le paysage. Son but: éveiller l'intérêt, assurer la transmission des connaissances et offrir un suivi détaillé de l'évolution de nos paysages, dans un souci de responsabilisation collective.

Documenta natura est une fondation d'utilité publique, sans ancrage idéologique et ouverte au public. Elle veille à ce que les témoignages du temps présent et passé restent disponibles pour les générations futures.

L'USP remercie Monsieur Roger Huber, responsable des archives, de sa précieuse collaboration et de ses conseils avisés ainsi que de la mise à disposition des photographies.



PARTIE A

Obermoos et Moosrain au nord de Münchenbuchsee BE (1916 / 24.05.1994)



PARTIE B

Dornach SO avec le Goetheanum (non datée / 16.04.1996)



PARTIE C

Rigi avec Oberarth SZ et Arth au premier plan (19.04.1907 / 31.03.2003)



PARTIE D

Mogno TI avec l'ancienne église et la nouvelle église de Mario Botta (non datée / 04.08.1998)





Partie A

Partie B

Partie C

Annexes





Surface de compensation «Püelete» près de Varen VS avec des arbres fraîchement plantés (22.10.1997)

Partie A: Production et situation du marché en 2004

12

Pour la plupart des paysans, l'année 2004 devrait être une année satisfaisante du point de vue économique. La météorologie «normale» a permis de faire de bonnes récoltes et la plupart des produits ont pu être écoulés sans problème, quoiqu'à des prix souvent sensiblement inférieurs à ceux de l'année précédente. Dans le secteur animal également, le bon volume de production a pu être écoulé facilement. A tous les échelons de la chaîne agroalimentaire et dans le domaine des prestations agricoles, des entrepreneurs dynamiques ont fait parler d'eux avec des innovations prometteuses. Les revenus agricoles devraient quelque peu s'améliorer par rapport à l'année précédente.

AI APERÇU

Un été 2004 marqué par de nombreux orages

Après un hiver froid qui a connu de nombreuses chutes de neige, le printemps a été trop sec dans certaines régions, généralement ensoleillé et légèrement trop chaud. Des périodes pluvieuses et froides ont été enregistrées vers Pâques et pendant la première décennie de mai. En été, le temps a été variable, des périodes chaudes et sèches alternant avec des orages accompagnés de fortes chutes de grêle et des périodes de pluies. En raison de précipitations parfois insuffisantes et de vents du nord persistants, qui ont desséché les sols, il a fait trop sec en Suisse occidentale ainsi que dans le nord-ouest et le sud de la Suisse jusqu'au début août. L'automne a commencé dans toute la Suisse avec un temps stable, beau et chaud en journée, et des nuits fraîches.

Cultures végétales: bons rendements

Avec une surface évaluée à 287'000 hectares, les terres ouvertes ont augmenté de près de 3'200 hectares par rapport à 2003, année marquée par des conditions météorologiques extrêmes. De manière générale, les récoltes de céréales ont été bonnes à très bonnes, sauf dans les régions victimes de la sécheresse ou touchées par la grêle. Il n'y a eu pratiquement aucune germination sur pied et les poids à l'hectolitre étaient élevés. La récolte de colza a également été bonne. Les mesures réalisées au début de la campagne de transformation ayant révélé des teneurs en sucre moyennes, les estimations de récoltes pour les betteraves sucrières étaient en revanche légèrement moins élevées. Les récoltes de pommes de terre et de légumes ont été bonnes à excellentes. Celles de fruits, de baies et de raisin étaient aussi plutôt supérieures à la moyenne pluriannuelle. Quant à la récolte de foin, elle a été excellente tant quantitativement que qualitativement, ce qui a permis, dans les régions qui avaient connu une pénurie, de reconstituer en partie les réserves de fourrage.

Production animale conforme au marché

Selon les estimations, le cheptel bovin comptait près de 1,56 million de têtes au début du mois de mai, ce qui équivaut à une baisse de 9'000 animaux environ par rapport à l'année précédente. Une grande partie de cette baisse est due à la diminution du nombre de vaches produisant du lait de commercialisation. En revanche, la détention de vaches allaitantes a continué de progresser: Une augmentation de la production a également été enregistrée dans l'élevage de porcs et de volaille; elle a atteint 4% pour la production de truies d'élevage, 1% pour celle de poulettes, de poules pondeuses et de poules d'élevage et 9% pour

la production de poulets à l'engrais. Le nombre de chevaux, de petits chevaux et d'ânes a continué d'augmenter, de même que celui des chèvres et des moutons laitiers.

L'été a été propice et la production fourragère bonne dans la plupart des régions, si bien que les livraisons de lait se sont rapprochées du niveau record enregistré en 2002. Bien que les ventes de lait, de crème de consommation et d'autres produits laitiers ainsi que la production de fromage aient légèrement augmenté, le marché n'a pas été sérieusement perturbé.

Pour ce qui est du bétail de boucherie, l'année 2004 a surtout été marquée par le prix élevé des vaches. L'offre était si faible qu'il a fallu importer de la viande à saucisse, ce qui n'était plus arrivé depuis quatre ans. Pendant le premier semestre, le prix des veaux a lui aussi été plus élevé qu'au cours des deux années précédentes. Vers l'été, le marché a néanmoins dû faire face à une forte pression, ce qui a rendu nécessaires des mesures d'allègement du marché. Au contraire du marché des veaux, celui du bétail d'étable a souffert d'une faible demande dès le début de l'année. Il a fallu attendre août pour noter une amélioration de la demande. Quant au secteur porcin, il a très bien entamé l'année avec une offre restreinte et des prix élevés. Le temps plutôt frais en été n'ayant pas incité les consommateurs à faire des grillades, la demande s'est néanmoins effondrée et le prix du porc a chuté. De son côté, le secteur de la viande d'agneau a notamment été perturbé par une offre assez importante et par la nouvelle répartition des contingents d'importation. Enfin, la production de volaille a continué à progresser; alors que la production d'œufs n'a pas atteint le niveau de l'année précédente.



Surface de compensation «Püetele» près de Varen VS avec des arbres âgés de 4 ans (16.10.2001)

Le pouvoir d'achat des producteurs risque à nouveau de s'affaiblir

Si, après une augmentation modérée au début de l'année, les prix d'achat des moyens de production agricoles sont restés stables, ils ont néanmoins été influencés diversement par les turbulences sur le marché pétrolier; les petites récoltes en 2003 (sécheresse) et des conditions favorables à la croissance pendant l'année en cours. Les prix des produits, qui, rappelons-le, avaient augmenté jusqu'à la fin de l'année précédente, ont baissé sans interruption au cours de l'année considérée. L'indice des prix à la production (base: mai 1997 = 100 points) est ainsi passé de 96,7 points en décembre 2003 à 93,6 points en septembre 2004.

L'augmentation de la production finale soutient le revenu agricole

La valeur estimée de la production agricole a augmenté de près de 4% en comparaison avec la moyenne des trois années précéden-

tes, ce qui est notamment dû aux bonnes récoltes en culture végétale. Pour sa part, la production végétale a augmenté de 8% environ par rapport à la moyenne trisannuelle, alors qu'on estime que la production animale devrait croître de près de 1%. Le revenu agricole du secteur entier a, quant à lui, augmenté de 3% environ. La production et le revenu se situent donc entre la moyenne des trois années précédentes et le résultat des années 1995 et 2000.

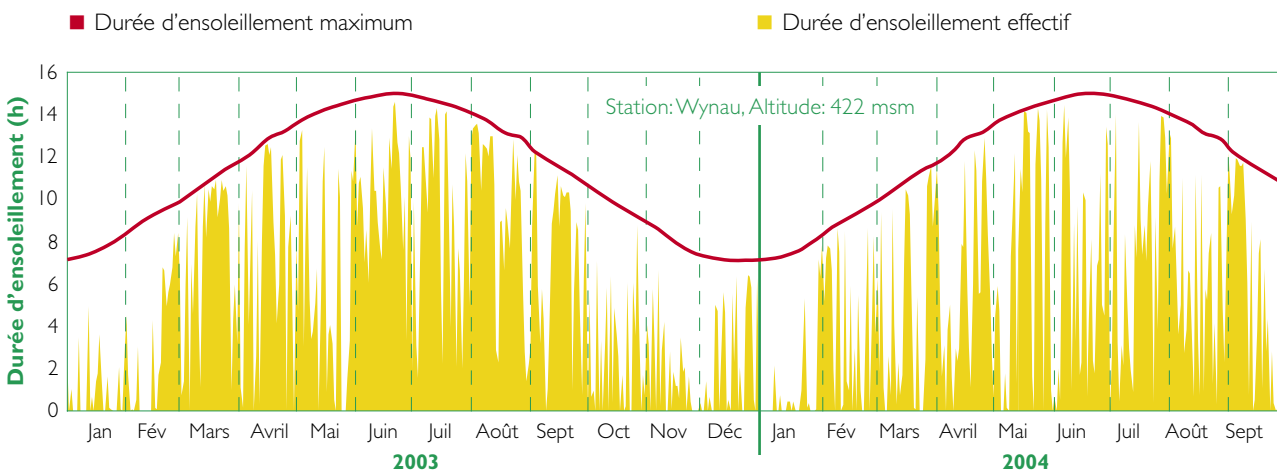
A 2 PRODUCTION AGRICOLE EN 2004

Un printemps de nouveau sec et un été marqué par de nombreux orages

Faisant suite à un hiver froid avec de nombreuses chutes de neige, le mois de mars a été trop sec par endroit, plus ensoleillé qu'en moyenne et légèrement trop chaud. Une

vague de froid de plusieurs jours a touché la Suisse juste à Pâques (11 avril). Le dernier tiers du mois d'avril a de nouveau été dominé par un temps printanier chaud et ensoleillé. Si mai a débuté sous le soleil, il a ensuite été marqué par un temps humide et froid avec des chutes de neige jusqu'à 600 mètres. Le deuxième tiers du mois a par contre été très ensoleillé et chaud, puis un front d'air froid accompagné de gelées tardives et plusieurs perturbations ont traversé le pays. Des masses d'air chaud et humide persistantes se sont succédées en juin. Si les précipitations ont été trop fortes sur la Suisse centrale et l'Oberland bernois, elles ont été trop faibles dans la région lémanique et le sud de la Suisse. Juillet a débuté par un temps variable, qui a fait place à un temps lourd et humide à partir du milieu du mois. Un vrai temps d'été ensoleillé et chaud n'a fait son apparition qu'à partir du 24 juillet. En raison du manque de précipitations et des vents du nord persistants qui ont desséché les sols, il a fait trop sec en Suisse occidentale ainsi que dans le

Figure 1: En 2004, de courtes périodes ensoleillées se sont succédées à intervalles presque réguliers (Source: MeteoSchweiz).





Herbages «Brunezelg» près de Hohentannen TG avec arbres fruitiers (14.09.2000)

nord-ouest et le sud de la Suisse. A partir du 3 août, il y a eu des orages presque tous les jours, exception faite d'une courte période de beau temps vers le milieu du mois. Le mois de septembre a été marqué par un temps d'automne stable, beau et chaud dans toute la Suisse avec des nuits plus fraîches.

Les différences météorologiques importantes des deux dernières années sont présentées dans les **figures 1 à 3** (pages 13–15). Elles indiquent la durée d'ensoleillement effective et maximale à la station d'observation de Wynau, l'évolution effective de la température et les températures moyennes sur le Napf et dans la plaine de Magadino ainsi que les précipitations quotidiennes à Changins et à Schaffhouse.

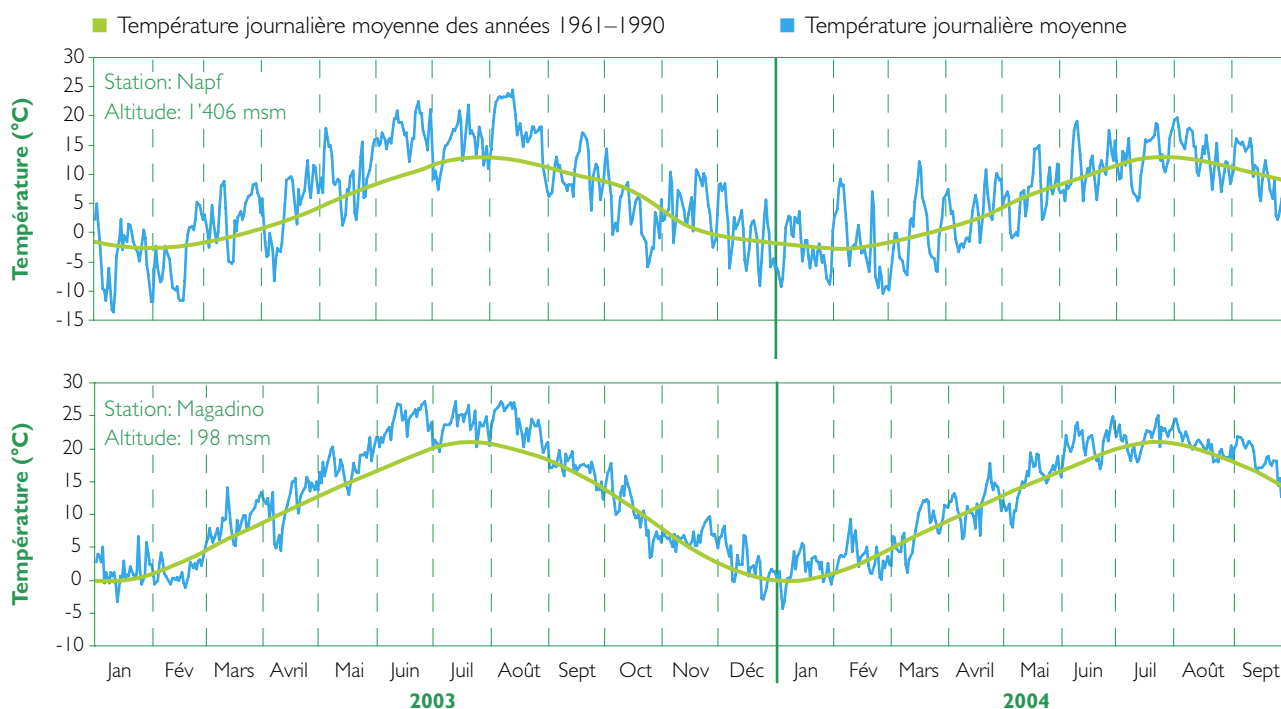
Pression sur les prix des céréales, malgré une récolte normale

Après deux récoltes de céréales panifiables très différentes en 2002 (trop d'humidité et beaucoup de germination sur pied) et 2003 (sécheresse et maturation précoce), la récolte 2004 a de nouveau été normale. Près de 532'000 tonnes de céréales panifiables ont été récoltées sur une surface de 93'000 hectares environ, ce qui équivaut à une augmentation de 87'000 tonnes ou 20% par rapport à l'année précédente. Le total de la récolte, qui présentait des poids à l'hectolitre particulièrement élevés, ne pouvant être transformé, la Fédération suisse des producteurs de céréales a déclassé plus de 25'000 tonnes de céréales panifiables en juillet et en août afin d'alléger le

marché. Après estimation des besoins, le prix indicatif pour le blé de la classe I a été quelque peu baissé, alors que celui du blé de la classe III a été très légèrement relevé.

Au contraire de la surface de céréales panifiables, celle de céréales fourragères a de nouveau un peu diminué et s'élève à présent à 75'300 hectares. Malgré cela, les estimations font état d'une récolte de 525'000 tonnes. En raison de divergences excessives, les partenaires du marché n'ont pas réussi à trouver un accord sur les prix indicatifs, sauf pour celui du maïs grain, pour lequel le prix indicatif a été fixé à 45 francs par 100 kilos, soit 2.50 francs de moins que l'année dernière, exceptionnelle, et le même prix qu'en 2002.

Figure 2: A quelques exceptions près, les températures se sont situées dans la moyenne (Source: MeteoSchweiz).





Herbages «Brunezelg» près de Hohentannen TG avec arbres fruitiers après défrichement en raison du feu bactérien (27.09.2001)

Progression du colza

Pendant l'année considérée, le colza a progressé tant au niveau de la surface cultivée et de l'offre qu'à celui de la demande. Avec près de 52'800 tonnes, le colza destiné au marché de l'huile alimentaire a pour la première fois légèrement dépassé le volume cible de 52'000 tonnes, fixé contractuellement entre les producteurs et les huileries. Notons néanmoins que les huileries ont pu prendre en charge la totalité de la récolte. Le volume cible a d'ores et déjà été relevé à 54'000 tonnes pour l'année à venir. Environ 4'700 tonnes de colza ont été livrées à titre de matière première renouvelable pour l'industrie. La récolte totale de colza s'est donc élevée à 57'500 tonnes environ.

Moins de surface, mais plus de rendement de pommes de terre

La baisse de la surface de pommes de terre (-300 ha ou -2%) est sans aucun doute liée aux difficultés rencontrées pendant la forte sécheresse de l'été 2003. Le rendement par hectare ayant néanmoins été sensiblement plus important (395 kilos) et le taux de marchandise de bonne qualité pour la consommation s'étant élevé à 77%, la récolte totale devrait atteindre près de 526'000 tonnes, dont 16'500 tonnes de pommes de terre biologiques. L'offre devrait être excédentaire pour les variétés Charlotte et Nicola, fermes à la cuisson et surtout pour les variétés destinées à la fabrication de chips et de frites. S'orientant à l'offre et à la demande, les prix à la production se situent dans la moitié inférieure de la fourchette de prix négociée.

La situation s'aggrave dans le secteur maraîcher

Le temps doux et humide ayant influé favorablement sur les cultures maraîchères, les récoltes ont été particulièrement bonnes, tant quantitativement que qualitativement. La pression du côté de l'offre qui en a résulté a semé le chaos sur le marché. Les exploitations maraîchères se trouvent dans une situation économique difficile qui devrait rester délicate à l'avenir. Les prix des légumes frais de plein champ ou de serre se sont pratiquement tous effondrés dès la deuxième semaine de récolte et sont restés bas pendant toute la saison. Les producteurs disposant de bonnes structures d'écoulement ont en général réussi à vendre leur marchandise. En revanche, la marchandise «sauvage» ne s'est souvent pas vendue, malgré de bas prix.

Figure 3: En 2004 également, certaines régions ont connu des périodes de sécheresse relativement longues (Source: MeteoSchweiz).





Zone agricole «Unders Tägermoos» avant la construction d'une route de raccordement près de Tägerwilen TG (04.08.1997)

Les récoltes de légumes de transformation ont été tellement grandes, notamment celles des épinards de printemps et des carottes parisiennes, qu'une partie des surfaces n'a pas été récoltée. Les réserves ne s'étant pas encore reconstituées après la sécheresse de l'année précédente, les producteurs de petits pois et de haricots qui ne disposent pas d'infrastructure d'irrigation ont ressenti le manque d'eau. Les récoltes de légumes de garde ayant également été très importantes, les prix se sont rapprochés du niveau de l'UE. La forte diminution de la consommation pendant les vacances d'été et d'automne indique que les Suisses ont repris goût aux voyages. Quant à la consommation de légumes frais biologiques, elle semble lentement atteindre son point de saturation.

Fruits

Si la récolte de pommes de table a de nouveau été inférieure à la moyenne, elle a quand même légèrement dépassé celle de l'année dernière. Les orages de grêle qui se sont abattus dans les principales régions de culture de pommes en Suisse occidentale et orientale ont fait de gros dégâts.

La récolte de pommes à cidre ayant été particulièrement élevée et celle de poires à cidre plutôt faible, la récolte totale a presque atteint le niveau de la moyenne établie sur dix ans. Coïncidant avec le début de l'automne, le jus de fruits fraîchement pressé, la boisson préférée des Suisses en automne, était disponible auprès de grands distributeurs et du commerce de détail dès le 20 septembre.

L'année 2004 a été particulièrement favorable aux baies. Les récoltes de fraises (+12%), de framboises et de mûres ont été plus élevées que l'année précédente.

Les conditions météorologiques ont également été favorables aux cerises, ce qui a notamment soutenu les ventes des classes Premium, une classe haut de gamme qui s'est vendue en grande quantité pour la première fois, et Extra. En revanche, la demande et les ventes de cerises en conserve ont été relativement faibles.

Vin

Le millésime 2004 s'annonce très prometteur dans la plupart des régions. De nombreux vignobles dans le nord-est de la Suisse et dans la région lémanique ont néanmoins été touchés par de fortes chutes de grêle.

Les vigneron se trouvent actuellement dans une situation économique difficile. Malgré les paiements directs, bon nombre d'entre eux ont besoin d'un revenu accessoire pour s'en sortir. La forte concurrence des vins d'outre-mer fait notamment pression sur les vins suisses, tant au niveau des ventes que des prix.

Pour faire face à la concurrence, les producteurs ont décidé d'axer leur politique sur la qualité, la diversification et la production de spécialités bénéficiant d'une longue tradition œnologique.

La Confédération et certains cantons soutiennent ces efforts. Ainsi, le gouvernement valaisan a édicté une nouvelle ordonnance sur la viticulture. Cette dernière, entrée en vigueur le 1^{er} mai de cette année, renforce l'AOC et fixe de nouvelles exigences pour l'obtention de la distinction «Grand Cru». L'objectif principal de ces efforts étant d'assurer une haute qualité, les exigences qualitatives pour les vins AOC ont été relevées. La teneur minimale en sucre a été augmentée et la production à l'hectare restreinte.

Manque de fourrage en été en Suisse occidentale et méridionale

En plaine, le bétail a pu être mis au pâturage dès le début avril. Dans les régions précoces, les premiers ensilages d'herbes ont pu être faits au début avril. Ailleurs, l'ensilage a débuté après la période de pluies et de froid, à savoir fin avril / début mai. En plaine, la bonne récolte de foin a pu être engrangée dans des conditions idéales grâce au beau temps qui a régné à partir de la mi-mai jusqu'à l'Ascension (20 mai). Les précipitations ayant été trop faibles dans le sud de la Suisse et en Suisse occidentale, la récolte de foin dans ces régions a baissé de 30% à 50% par rapport à la normale, ce qui fait qu'après la sécheresse de 2003, elles risquaient de nouveau de manquer de fourrage. Grâce aux livraisons des régions ayant bénéficié de récoltes abondantes suite aux orages, grâce aux importantes pluies d'août également tombées dans les régions touchées par la sécheresse et grâce à la bonne récolte de maïs d'ensilage, la situation a finalement pu être maîtrisée.

Les vaches laitières dépassent la limite des 3'000.– francs

Après trois années marquées par des prix très bas, les prix des animaux de rente semblaient se redresser définitivement à la fin de l'année 2004. Si en 2003, les prix moyens se situaient presque toujours au-dessous de 3'000.– francs par vache, cette limite a généralement été atteinte pendant le premier semestre 2004 et même sensiblement dépassée à partir de mai / juin. S'élevant à 3'100.– ou 3'200.– francs par vache dès le mois de septembre, les prix des animaux de rente ont pratiquement atteint le bon niveau de l'année 2000. Rappelons qu'entre fin 1999 et fin 2000, le prix des vaches de



Zone agricole «Unders Tägermoos» après la construction de la route de raccordement près de Tägerwilen TG (18.09.2002)

rente s'élevait en moyenne à 3'500.– francs dans les ventes aux enchères.

Evolution du marché du lait: meilleure que prévue

En janvier et en février ainsi qu'à partir du mois de mai, les livraisons de lait ont été supérieures à celles de l'année précédente. Jusqu'à fin septembre, les livraisons de lait étaient supérieures de 1,4% à leur niveau de l'année précédente, ce qui est en partie dû à la livraison de 8'800 tonnes le jour de transition. Au cours de l'été, le volume sur les 12 derniers mois s'est rapproché du niveau record de l'année 2002. Malgré cela, le lait a pu être transformé sans problème, grâce à la stabilité des ventes de lait, de crème de consommation et de produits laitiers frais ainsi qu'à l'augmentation de la production de fromage.

Malgré l'absence de ventes spéciales de fromage à l'exportation (réduction des stocks pendant l'année précédente), le chiffre d'affaires total des produits laitiers vendus sur les marchés étrangers a pu être augmenté grâce aux bons résultats de certains produits frais innovants. Le secteur fromager a donné de premiers signes de reprise, même si la situation de l'Emmentaler reste insatisfaisante, notamment en Italie, pays important pour ce produit. En revanche, les exportations de Gruyère, de Tête de Moine et de Raclette Suisse ont évolué positivement. Une légère augmentation des exportations a aussi été enregistrée pour l'Appenzell, fromage toujours apprécié en Suisse comme à l'étranger. Les leaders du marché jouent la carte des spécialités haut de gamme tant sur le marché intérieur que sur le marché extérieur.

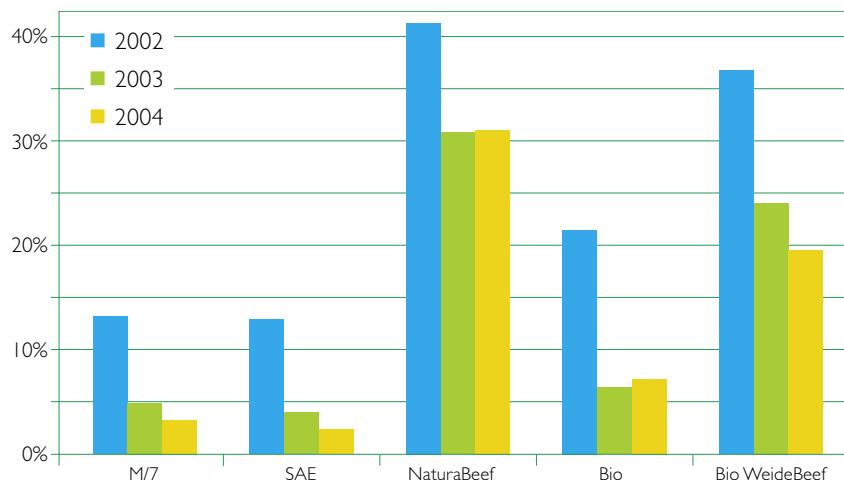
Les ventes de beurre et de crème ont légèrement augmenté par rapport aux années précédentes. Les prix à la production n'ont pas pu être maintenus. En effet, la baisse du supplément pour le lait transformé en fromage, qui est passée de 20 à 19 centimes par kilo, la diminution des soutiens internes pour le beurre, le lait écrémé et la poudre de lait entier, la suppression des contributions pour les exportations de Sbrinz et de fromage à pâte molle vers l'UE et la réduction des autres aides à l'exportation ont influé négativement sur la structure des prix. Les prix à la production, qui se situaient encore légèrement au-dessus des 71 centimes de l'année précédente (moyenne des trois premiers mois +0,8 centime par kilo), ont diminué au cours des mois suivants pour atteindre un niveau inférieur de près de 1 centime à ce même prix.

Marché du bétail de boucherie: la rente de pionnier des producteurs qui se lancent dans la production sous label fond

Le premier semestre de l'année en cours a été marqué par les prix élevés des vaches, dus à la faiblesse de l'offre, par une consommation modérée de viande bovine et par la pression sur les prix qui en a résulté. Cette situation a eu des répercussions très différentes, souvent au sein d'une seule et même catégorie de bétail de boucherie. Ainsi, le secteur de production classique a parfois connu moins de problèmes de commercialisation que celui des labels. Les raisons en sont certainement le nombre moins important d'animaux commercialisés hors label, la différence de prix au point de vente et la saturation du secteur des labels. L'offre d'animaux produits sous label ayant été excédentaire, ces animaux ont par moment été commercialisés dans les canaux de ventes classiques. Ce transfert entre animaux produits sous label et animaux issus

Figure 4: Baisse de l'avantage financier des programmes de label. L'investissement supplémentaire vaut-il encore la peine?

Plus-value en pour cent des labels par rapport au taureau AQ (MTT3^a).



^a Taxation de la carcasse





Hameau «Au» près de Köniz BE avant la remise à ciel ouvert du ruisseau (20.10.1997)

de production traditionnelle a par ailleurs engendré un rapprochement des prix entre les modes de production. Alors qu'en 2002, la différence de prix par rapport au prix AQ¹ était de 13% pour les labels des grands distributeurs, de 21% pour la viande «Bio²», de 41% pour la viande «NaturaBeef³» et de 37% pour la viande «BioWeideBeef⁴», elle n'est actuellement plus que de 3% à 19%. Seul le label «NaturaBeef» a pu défendre sa position sur le marché face à la production traditionnelle, la différence de prix s'élevant toujours à 31% (Fig. 4, page 17). Les autres labels ont en revanche vu leurs prix baisser, même massivement pour certains. Une des raisons principales du nivellement des prix est certainement le fait que le marché de la viande produite sous label connaît une certaine saturation, ce que confirme l'introduction

de listes d'attente et le blocage temporaire des admissions de nouveaux membres dans certains programmes de label. La situation est particulièrement critique en cas de forte pression sur les prix. Ainsi, en mai dernier, la différence de prix entre les labels «M/7⁵» et «sae⁶» d'une part, et AQ d'autre part s'élevait à près de 10 centimes pour une moyenne annuelle qui atteint actuellement 23 centimes.

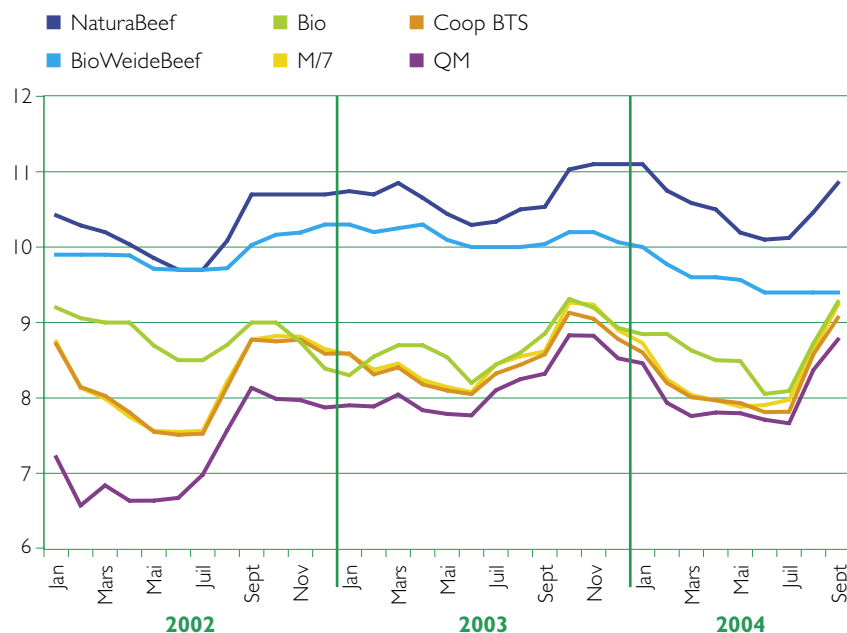
Fortes pressions sur le prix du bétail d'étaal au cours du premier semestre

Au début de l'année 2004, la situation du marché était équilibrée, avec des prix stables. Les prix ont néanmoins été mis sous pression suite à la baisse continue de la demande et à l'augmentation de l'offre (de janvier à août: +1,8%). La pression sur les prix du bétail

d'étaal était tellement forte que les différences de prix entre le bétail d'étaal et le bétail de transformation se sont petit à petit réduites (Fig. 5). Afin d'éviter une baisse supplémentaire des prix du bétail d'étaal, le conseil d'administration de Proviande⁷ a décidé à la mi-mars de baisser les prix des cuisses de taureaux. Cette baisse a notamment permis d'alléger le marché de la viande AQ. Comme les excédents des programmes de label ne se sont pas résorbés, les prix de la viande vendue sous label ont continué de baisser. En revanche, la demande de génisses était tellement forte que leur prix a grimpé jusqu'à rejoindre celui des taureaux. Comme celui des cuisses précédemment, le prix des quartiers avant a été réduit en avril. Malgré ces mesures, le marché du bétail d'étaal est resté peu dynamique et la différence de prix entre les animaux issus de production conventionnelle et les animaux de label a continué à diminuer régulièrement. La campagne de promotion s'est terminée à la mi-mai. Au début du mois de juillet, le nombre de taureaux abattus a pour la première fois dépassé celui des vaches, ce qui a rapidement allégé

Figure 5: Evolution du prix des taureaux MT.

Francs par kilo de poids mort, franco abattoir.



1 Assurance Qualité Viande Suisse: label pour la production classique

2 Label pour les exploitations Bourgeon

3 Label de l'Association suisse des détenteurs de vaches nourrices et vaches mères

4 Label pour l'engraissement biologique extensif sur pâturage

5 Label Migros

6 Coop: système de stabulation respectueux des animaux

7 Interprofession de la filière viande

8 Taxation de la carcasse



Hameau «Au» près de Köniz BE après la remise à ciel ouvert du ruisseau (20.07.1999)

le marché et fait remonter les prix. Lorsque le marché du bétail d'étaal a enfin été dégagé, en août, les prix se sont remis. Au total (janvier–septembre), le prix des taureaux AQ a augmenté de 0,5% par rapport à l'année dernière, et ce malgré la mauvaise situation du marché au début de l'année.

Le marché du bétail d'étaal étant sous pression, les importations sont restées limitées pendant le premier semestre de l'année. Pour atteindre le volume total des importations d'aloiaux et de High Quality Beef de l'année précédente, il faudrait encore importer environ 800 tonnes de marchandise entre octobre et décembre. Les prix du bétail d'étaal étant généralement meilleurs au cours du deuxième semestre, on peut d'ores et déjà dire que l'année en cours aura été une année moyenne pour le bétail d'étaal.

Excellents prix des vaches

Le nombre de vaches a baissé de près de 9'000 têtes par rapport à l'année précédente (estimation de l'USP). Cette nouvelle diminution du cheptel a également engendré une baisse du nombre de vaches abattues. Ainsi, de janvier à août 2004, le nombre de vaches abattues a diminué de 12% environ par rapport à la même période de l'année précédente. La baisse du nombre de vaches et l'excellente demande de viande à saucisse ont fait exploser les prix des vaches. En moyenne, la différence de prix par rapport à la même période de l'année précédente (janvier–septembre) était de 19% pour la catégorie VKT3[®] AQ. Soulignons que la demande de vaches était notamment très bonne sur les marchés publics. Conscient de l'offre insuffisante de vaches, le conseil d'administration de Proviande a présenté une demande d'importation de viande à saucisse de vache, ce

qu'il n'avait plus fait depuis quatre ans (2000: 908 tonnes). Les 1'000 tonnes de viande à saucisse débloquées à la mi-mai et le déblocage supplémentaire de 200 tonnes à la fin juillet ont contribué à stabiliser quelque peu les prix, sans toutefois les faire baisser. Même si on s'attend à une légère augmentation de l'offre en automne, le prix des vaches ne devrait pas baisser trop fortement, surtout que le nombre de vaches reste restreint. Vu la bonne situation du marché, un contingent d'importation supplémentaire de 150 tonnes de viande à saucisse a été débloqué en octobre, sans que cela n'influe négativement sur le marché des vaches.

Veaux d'étaal: doubles mesures d'allègement du marché

Au début de l'année, la situation du marché des veaux était encore plutôt bonne. De janvier à août, l'offre de veaux a été inférieure de 4% à celle de 2003 en raison de la diminution du cheptel de vaches. Quant aux prix, ils ont augmenté de 12% par rapport à l'année précédente pendant les cinq premiers mois de l'année 2004. Comme chaque année, Pâques a marqué le début du reflux des prix. En raison des importantes baisses de prix, le conseil d'administration de Proviande a décidé de stocker de la viande de veau à partir de la mi-avril. Le marché s'étant calmé, il a pu être mis fin aux mesures d'allègement à la mi-mai. La demande de viande de veau est néanmoins restée faible. Une nouvelle campagne de stockage a été ordonnée fin juin et s'est terminée le 16 juillet. L'été a été marqué par une demande très faible. Il n'y a néanmoins eu aucun problème d'écoulement, car l'offre est restreinte à cette saison. Si les prix se sont redressés à la fin de l'été, ils restaient néanmoins, au début du mois d'octobre, légèrement inférieurs à

ceux d'octobre 2003 (-1,2%). De janvier à octobre, les prix ont au total augmenté de 6,6% par rapport à l'année précédente. La double campagne d'allègement (mi-avril – mi-mai et fin juin – mi-juillet) a fait grimper les stocks de viande de veau à près de 1'000 tonnes. Le déstockage de la viande de veau a commencé début septembre. A la fin septembre, seules 186 tonnes avaient néanmoins été déstockées. Il reste donc plus de 800 tonnes à libérer pour la vente d'ici la fin de l'année. Bien que la demande de viande à saucisse (viande de veau stockée) baisse traditionnellement en automne, le déstockage devrait avoir un impact limité sur les prix, peu de vélages ayant lieu à la fin de l'été et au début de l'automne.

Marché des porcs: le temps influe sur le prix du porc

Au début de l'année 2004, le marché des porcs était largement équilibré. De début janvier à fin août, l'offre de porcs de boucherie a été constamment inférieure à celle des deux années précédentes. Le nombre de porcs de boucherie ayant diminué de 2,1% par rapport à l'année précédente (janvier–août), les prix des porcs AQ ont régulièrement augmenté pour atteindre leur plus haut niveau en juin. En raison d'un temps relativement frais en été et donc peu propice aux grillades, le prix du porc a continuellement baissé jusqu'au mois d'août. La tendance s'est de nouveau inversée en septembre. Au total, le prix du porc a augmenté de près de 4% par rapport à l'année précédente (janvier–septembre). Les bons prix pendant le premier semestre de l'année ont permis d'augmenter les importations sans que cela n'influe négativement sur les prix indigènes. Jusqu'au début septembre, les importations ont ainsi augmenté de 28% environ par rapport à l'année précédente, et au début de





Paysage rural «Töbeli» avant et après la construction du poste de douane (A7) TG (05.08.1997 / 07.10.2002)

l'automne, 87% des volumes indicatifs fixés par l'OMC avaient déjà été importés. De la sorte, la pression sur les prix provenant de l'augmentation de l'offre indigène ne sera pas renforcée par les importations.

Marché des moutons: offre constamment supérieure

Jusqu'à la fin août, l'offre de moutons était supérieure de 10% environ à celle des deux années précédentes. La pression qui en a résulté et la modification du mode de répartition des contingents d'importation ont eu des répercussions négatives sur le prix des agneaux indigènes. Ainsi à la fin septembre,

les prix des agneaux avaient baissé de 13,7% par rapport à l'année précédente. Vu le fort impact de la saison, l'offre devrait continuer de croître fortement jusqu'en automne. En tenant compte des importations réalisées jusqu'au début du mois d'octobre, le volume minimum d'importation de viande d'agneau notifié auprès de l'OMC a d'ores et déjà été dépassé (109%). Il ne faut donc s'attendre à aucune pression supplémentaire sur les prix due aux importations.

Baisse de la production d'œufs

En 2003, les livraisons d'œufs indigènes avaient chuté de 4,9%. En se basant sur l'estimation

du nombre de poulettes réalisée au début de l'année 2004, il fallait s'attendre à une baisse encore plus forte de la production en 2004, fait que les chiffres des sept premiers mois de l'année ont du reste confirmé. En effet, la production d'œufs a chuté de 5,8% et on enregistre un recul de 3,5% des livraisons. Malgré ce recul sensible de la production, il a tout juste été possible de maintenir les prix à la production à 24 centimes la pièce.

Augmentation continue de la production de viande de volaille

La situation de la viande de volaille (poulet et dinde) est meilleure. En 2003, la production indigène de viande de volaille avait pu être augmentée de 4,3% à près de 55'000 tonnes de poids mort. La consommation ayant de son côté augmenté de 4,1%, la production indigène avait enregistré une perte de 0,7% de sa part de marché. Pour l'année en cours, on table sur une augmentation de la production de 6% environ. Ce volume devrait pouvoir être écoulé sans problème.

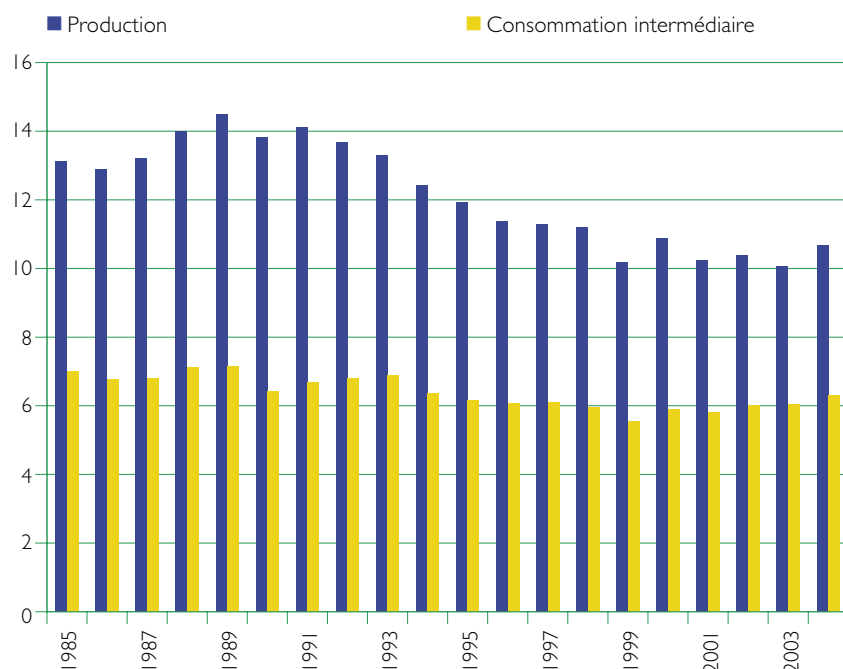
Progression des prestations (travaux pour tiers) et des activités annexes

La valeur des prestations agricoles augmente constamment. Cela est dû, d'une part, à l'importance croissante de la question des coûts, que l'on tente de maîtriser en collaborant avec d'autres exploitations, et, d'autre part, aux chaînes de travail de plus en plus performantes développées grâce au progrès technique.

«Brunch à la ferme», «Aventure sur la paille», les randonnées en chars ou en calèches tirés par des chevaux, le zoo-contact, les labyrinthes dans les champs de maïs, etc., sont de plus en plus prisées par le public. Notons que plus de

Figure 6: Production agricole et consommation intermédiaire.

La suppression de la garantie étatique en matière de prix et de vente dans le cadre de la nouvelle politique agricole a engendré une perte de valeur des produits agricoles de près de 4 milliards de francs au cours des dix dernières années. Le coût des biens intermédiaires n'a en revanche pratiquement pas changé (en milliards de francs).



9 Cf. Rapport principal FAT 2004



Petit talus près de Guin FR avant et après la plantation d'une haie (24.10.1996 / 04.10.2000)

260 exploitations agricoles suisses proposent des vacances à la ferme. Toutes ces activités favorisent le contact avec les gens, les animaux et les plantes ainsi que la découverte de la nature et des saisons. En général, les fermes qui proposent des chambres d'hôtes pratiquent également la vente directe.

Ces dernières années, les activités touristiques sont devenues plus professionnelles, comme le prouve par exemple la bonne qualité de nombreux sites Internet. Cette professionnalisation se traduit par une augmentation des recettes générées par cette «branche d'exploitation», qui apparaît dans le dépouillement centralisé des données comptables⁹.

A3 COMPTES ÉCONOMIQUES DE L'AGRICULTURE

De manière générale, l'année agricole 2004 a été bonne. Cela se traduit positivement au niveau de l'estimation de la valeur de la production dans les comptes économiques de l'agriculture. Celle-ci est en effet nettement plus élevée que les valeurs provisoires, respectivement définitives des trois années précédentes. Néanmoins, les résultats de 1989, année du siècle, et ceux des années qui ont précédé 1999 n'ont de loin pas été égalés. La **figure 6** donne un aperçu de l'évolution de la valeur de la production agricole et de la consommation intermédiaire de l'agriculture.

L'analyse détaillée des divers secteurs de production montre une évolution variable. En comparaison avec l'année de séche-

resse 2003, la production de fourrage a sensiblement augmenté. La production de plantes pour l'industrie (oléagineux, betteraves sucrières) et celle de légumes devraient également avoir augmenté. Pour la plupart des produits, l'augmentation de la production est néanmoins contrebalancée par une baisse des prix. Signalons que la valeur de la production animale est globalement restée constante. Le **tableau I** (page 22) présente le détail des résultats des comptes économiques agricoles.

Pour ce qui est des prestations agricoles pour le compte de tiers, on table sur une valeur plus élevée que la moyenne des trois dernières années. Cette augmentation reflète le recours croissant aux chaînes de culture et de récolte hautement techniques et très coûteuses, ou le fait que certaines exploitations se spécialisent dans des prestations dans ces domaines.

Outre l'augmentation de la récolte fourragère, la hausse de la consommation intermédiaire est due aux facteurs suivants: montée du prix du pétrole, augmentation des coûts d'entretien des installations, outils et machines de plus en plus complexes et adaptation nécessaire des bâtiments pour tenir compte des exigences de la protection des animaux et des paiements directs.

L'augmentation de la valeur des produits et des prestations agricoles étant entièrement contrebalancée par la hausse de la consommation intermédiaire, la valeur ajoutée nette reste au niveau de l'année précédente. Malgré cela, le revenu net des exploitations a légèrement augmenté (+3%) grâce à la baisse des taux d'intérêts.





Lit de la Thour près de Neunforn TG (19.08.1997)

22

Tableau I : Comptes économiques de l'agriculture (en millions de francs).

Rubriques	1985	1990	1995	2000	Moyenne 2001–2003 ^a	2004 ^b	Variation ^c
Compte de production							
Céréales	1'016	1'139	904	620	487	463	-4,9%
dont: Blé, seigle	590	564	532	361	275	271	-1,5%
Plantes industrielles	249	258	248	263	265	299	12,9%
dont: Oléagineux	76	88	83	65	78	96	23,2%
Betteraves sucrières	151	147	129	166	150	160	7,0%
Plantes fourragères	1'910	1'600	1'351	1'233	1'139	1'430	25,5%
dont: Maïs fourrager	237	210	165	172	123	184	49,8%
Produits maraîchers et horticoles	1'190	1'199	1'353	1'336	1'324	1'360	2,8%
dont: Légumes frais	293	381	447	468	495	541	9,2%
Plantes et fleurs	897	817	906	868	829	820	-1,1%
Pommes de terre	263	278	242	207	189	178	-5,6%
Fruits	591	705	606	658	551	583	5,7%
dont: Fruits frais	273	326	298	366	302	338	12,2%
Raisins	318	380	308	292	250	245	-2,0%
Vins	382	505	352	425	420	416	-1,0%
Total production végétale	5'615	5'709	5'084	4'769	4'396	4'743	7,9%
Animaux	3'703	3'768	2'749	2'460	2'278	2'473	8,6%
dont: Bovins	1'898	1'873	1'416	1'137	950	1'109	16,7%
Porcins	1'587	1'615	1'071	1'074	1'058	1'084	2,5%
Volailles	115	174	180	176	188	205	8,8%
Produits animaux	3'162	3'581	3'281	2'753	2'755	2'598	-5,7%
dont: Lait	2'928	3'363	3'084	2'569	2'562	2'407	-6,1%
Oeufs	221	206	179	178	184	180	-2,6%
Total production animale	6'865	7'350	6'030	5'213	5'033	5'071	0,8%
Production de services agricoles	349	409	464	560	563	589	4,6%
Activités secondaires non agricoles (non séparables)	289	350	360	347	290	274	-5,5%
dont: Transformation de produits agricoles	250	286	269	187	179	171	-4,7%
Total production de la branche agricole (a)	13'119	13'817	11'938	10'890	10'283	10'678	3,8%

a provisoire

b estimation

c variation proportionnelle en 2004 par rapport à la moyenne de 2001–2003



Lit de la Thour près de Neunform TG après la renaturation (28.08.2001)

Tableau I (suite): Comptes économiques de l'agriculture (en millions de francs).

Rubriques	1985	1990	1995	2000	Moyenne 2001-2003 ^a	2004 ^b	Variation ^c
Compte de production							
Total production de la branche agricole (a)	13'119	13'817	11'938	10'890	10'283	10'678	3,8%
Consommations intermédiaires (b)	6'995	6'411	6'173	5'903	5'928	6'314	6,5%
dont: Semences et plants	370	348	384	344	315	320	1,8%
Energie et lubrifiants	364	323	345	401	387	397	2,5%
Engrais et amendements	318	251	183	142	151	157	4,1%
Produits de protection des cultures et antiparasitaires	138	141	132	133	134	133	-1,1%
Dépenses vétérinaires	122	150	157	161	162	164	1,1%
Aliments pour animaux	4'194	3'510	3'024	2'708	2'673	2'914	9,0%
Entretien du matériel	318	349	384	379	410	441	7,5%
Entretien des bâtiments	116	119	141	121	159	187	17,6%
Services agricoles	349	409	464	560	563	589	4,6%
Valeur ajoutée brute aux prix de base (c=a-b)	6'124	7'407	5'765	4'987	4'355	4'364	0,2%
Consommation de capital fixe (d)	1'522	1'928	2'017	1'896	1'921	1'944	1,2%
dont: Biens d'équipement	741	963	1'066	1'019	1'023	1'058	3,4%
Constructions	711	883	858	772	786	766	-2,5%
Valeur ajoutée nette aux prix de base (e=c-d)	4'601	5'479	3'748	3'091	2'434	2'420	-0,6%
Rémunération des salariés (f)	1'117	1'194	1'274	1'168	1'132	1'138	0,6%
Autres impôts sur la production (g)	38	42	307	322	329	338	2,9%
Autres subventions sur la production (h)	428	688	1'849	2'386	2'664	2'741	2,9%
Revenu des facteurs (i=e-g+h)	4'991	6'125	5'290	5'154	4'770	4'823	1,1%
Excédent net d'exploitation / Revenu mixte (j=e-f-g+h)	3'874	4'931	4'016	3'986	3'638	3'685	1,3%
Compte du revenu d'entreprise							
Fermages (k)	188	181	207	209	202	201	-0,4%
Intérêts à payer (l)	417	512	491	367	387	331	-14,3%
Revenu net d'entreprise (m=j-k-l)	3'270	4'238	3'318	3'410	3'049	3'153	3,4%
Eléments du compte de capital							
Formation brute de capital fixe (n)	1'612	1'865	1'558	1'590	1'547	1'542	-0,7%
Formation nette de capital fixe (o=n-d)	90	-64	-460	-306	-374	-402	9,0%
Variations des stocks	-54	-118	-56	66	-32	51	-258,5%
Transfert en capital	165	172	107	106	105	113	8,2%
Compensation nette de la TVA	-	-	-68	-95	-103	-112	8,5%

a provisoire

b estimation

c variation proportionnelle en 2004 par rapport à la moyenne de 2001-2003





Partie A

Partie B

Partie C

Annexes





Pâturage forestier extensif près des Bois JU avant la construction d'un terrain de golf (08.06.1993)

Partie B: L'agriculture dans l'économie nationale

Pendant des siècles et des siècles, l'agriculture suisse a eu pour principale tâche de produire des denrées alimentaires de base pour une population croissante. Aujourd'hui, seule une petite partie des produits agricoles est encore mise sur le marché sans avoir été transformée. La plupart de ces matières premières de haute qualité sont dirigées vers des chaînes de production et de commercialisation de plus en plus complexes, dans lesquelles elles sont souvent transformées en des denrées alimentaires et d'agrément faciles et rapides à préparer, à teneur en substances nutritives optimisée. Les producteurs agricoles touchent une part de plus en plus petite de chaque franc que le consommateur dépense pour la nourriture.

BI APERÇU

Ne contribuant plus que pour 1% à la création de valeur de l'économie nationale suisse, l'agriculture ne fait aujourd'hui plus partie des principaux secteurs économiques. Elle livre néanmoins les matières de base de qualité élevée dont l'industrie alimentaire indigène a besoin et remplit, de plus, des prestations d'intérêt général importantes qui n'apparaissent pas dans la comptabilité nationale. Avec ses modes de production modernes, le secteur agricole contribue sensiblement à la sécurité d'approvisionnement de la population, à la sauvegarde des ressources naturelles, à l'entretien du paysage rural ainsi qu'à l'occupation décentralisée du territoire. Comme il s'agit d'une production couplée, ces prestations sont avantageuses pour la population. Rappelons qu'elles sont en partie rétribuées par le biais des paiements directs, mais ne sont pas incluses dans la valeur ajoutée.

Tableau 2: 77% de la consommation intermédiaire proviennent d'autres branches.

L'agriculture fournit elle-même une partie de sa consommation intermédiaire, par exemple par la production de fourrages dans les régions de grandes cultures pour la production animale dans les régions d'herbages. Un bon quart est constitué de sous-produits de la transformation des denrées alimentaires (Source: Université de Genève, Département d'économétrie, 1997; Données 1995).

Branches fournissant des biens intermédiaires à l'agriculture	mio. CHF
Agriculture et sylviculture	1'290
Transformation: denrées alimentaires	1'226
Commerce de gros et intermédiaires commerciaux	452
Secteur de la construction (gros œuvre, sans constructions chimiques)	398
Industrie chimique (sans industrie pétrolière) et fibres chimiques	333
Location, leasing, conseils, planification, services commerciaux, prestations personnelles, protection de l'environnement, institutions, aide sociale, défense professionnelle	318
Construction de machines et de véhicules	225
Energie et eau	161
Autres branches	1'222
Total	5'625

La production agricole fait partie de l'économie nationale suisse. L'agriculture n'est cependant pas seule responsable du succès de ses produits sur le marché, celui-ci étant déterminé par la compétitivité de toute la chaîne de création de valeur. Seule une bonne collaboration de tous les protagonistes à tous les échelons du processus de production et de commercialisation est à même de garantir le succès.

L'Université de Genève¹⁰ a établi, il y a quelques années, un aperçu très complet de la consommation intermédiaire, ventilée par branche de production. Néanmoins, même si les données ne correspondent plus tout à fait à l'état actuel, elles montrent bien, d'une part, la consommation intermédiaire de l'agriculture et de la sylviculture et d'autre part, l'utilisation des produits agricoles par les autres secteurs économiques.

Dans les comptes économiques révisés de l'agriculture, la consommation intermédiaire moyenne de l'agriculture pour les années 2001 à 2003 se chiffre à 5'928 millions de francs (tab. 1). S'élevant à 5'625 millions de francs, la somme des montants indiqués pour chaque branche dans l'étude susmentionnée pour une période antérieure est légèrement inférieure (tab. 2).

La majeure partie des produits et des prestations agricoles, dont la valeur est de 10'282 millions de francs (moyenne des années 2001–2003), est utilisée à titre de consommation intermédiaire par des entreprises en aval. L'étude de l'Université de Genève estime que cette consommation intermédiaire s'élevait à 12'462 millions de francs en 1995. Les branches principales concernées et les produits qu'elles consomment sont présentés dans le tableau 3.

¹⁰ Université de Genève, Département d'économétrie 1997



Pâturage forestier extensif près des Bois JU après la construction d'un terrain de golf (13.06.1996)

L'agriculture touche une part de plus en plus restreinte des dépenses des consommateurs pour les denrées alimentaires. On estime actuellement que cette part s'élève à près de 20% du prix à la consommation. Les 80% restants sont absorbés par la transformation, la confection, le commerce, le développement de nouveaux produits et le marketing.

B 2 LES MARCHÉS D'APPROVISIONNEMENT DE L'AGRICULTURE

L'agriculture se fournit en grande partie auprès de petites entreprises employant au plus 20 personnes. Ces entreprises sont confrontées à des problèmes structurels semblables à ceux des exploitations agricoles. Au contraire de l'agriculture, on rencontre dans la plupart de ces autres secteurs quelques grandes entreprises influant sensiblement sur les marchés ainsi qu'une ou plusieurs organisations professionnelles, représentant les intérêts des petits acteurs du marché.

La figure 7 (page 28) et l'annexe I (page 52) présentent le nombre d'entreprises et de leurs employés dans quelques secteurs importants de la consommation intermédiaire de l'agriculture. Il s'agit notamment de la production d'engrais, de produits phytosanitaires et d'aliments fourragers, de la construction de machines agricoles, des soins vétérinaires ainsi que des entreprises de commerce correspondantes. Ne sont pas inclus par manque de données, les secteurs qui fournissent également d'importantes prestations à l'agriculture, mais dont l'activité est essentiellement extra-agricole, tels le secteur de la construction (gros œuvre et

Tableau 3: Plus de la moitié des biens que l'agriculture fournit à d'autres branches est dirigée vers l'industrie alimentaire. Consommation de produits et de prestations agricoles 1995 (Source: Université de Genève, Département d'économétrie, 1997).

Branches utilisant des produits et des prestations agricoles à titre de consommation intermédiaire	mio. CHF
Industrie alimentaire	7'078
Agriculture et sylviculture	1'290
Restauration	1'260
Commerce de détail	341
Location, leasing, conseils, planification, services commerciaux, prestations personnelles, protection de l'environnement, institutions, aide sociale, défense professionnelle	322
Industrie du tabac	282
Immobilier; location et vente de propres immobiliers, y compris assurances sociales	225
Commerce de gros et intermédiaires commerciaux	204
Autres branches	1'460
Total	12'462

second œuvre), les banques, les assurances, les agences de conseils et fiduciaires, les instituts de formation professionnelle ainsi que les fédérations, la coordination et la défense professionnelle.

Ci-dessous, nous présentons succinctement certains marchés d'approvisionnement:

Semences et plants

Le marché des semences et des plants est essentiellement aux mains des producteurs agricoles. Depuis des dizaines d'années, toutes les semences, ou du moins une grande partie, sont cultivées en Suisse. C'est notamment le cas pour les semences de céréales et les semenceaux de pommes de terre. La qualité des semences est notamment garantie par les contrôles officiels sur champ et la certification de la pureté et de la santé des semences des variétés inscrites dans le catalogue national ou dans le catalogue commun de l'Union Européenne. Actuellement, les agriculteurs essaient de faire baisser les coûts de production en utilisant leurs propres semences, non

certifiées. Notons à ce propos que certains moulins à céréales et entreprises de travaux agricoles offrent eux aussi des semences non certifiées. En utilisant de telles semences, les paysans courent d'importants risques au niveau des rendements et de la qualité.

Suite à la baisse de prix des céréales et d'autres produits de grandes cultures, les semences sont devenues plus avantageuses ces dernières années. La baisse des prix depuis mai 1997 est de l'ordre de 5%.

Energie et lubrifiants

Les carburants se taillent la part du lion de la consommation intermédiaire dans le domaine de l'énergie et des lubrifiants. Ils coûtent près de 200 millions de francs par an à l'agriculture suisse. Les fournisseurs sont d'une part le dense réseau de stations-service en Suisse et d'autre part les fournisseurs spécialisés, notamment de diesel. Ces fournisseurs exigent néanmoins des montants beaucoup plus importants de l'agriculture suisse, puisque les prix du diesel et de l'essence à la pompe





Paysage de culture intensive avant et après la construction du terrain de golf Risch-Holzhäusern ZG (30.03.1994 / 06.05.1996)

comprennent environ 76, respectivement 73 centimes d'impôt sur les huiles minérales, qui sont partiellement restitués à l'agriculture. Rappelons que cet impôt sur les huiles minérales est remboursé à raison de 59 centimes pour le diesel et de 58 centimes pour l'essence sur la quantité de carburant consommée normalement par unité de surface et mode de culture dans des conditions moyennes, en tenant compte des machines et des véhicules utilisés (consommation normale). La consommation normale vaut pour les travaux à la ferme et sur les champs, les transports de la ferme aux champs, les travaux en forêt et le transport de bois de la forêt à une route praticable par des camions. Elle s'élève à près de 220'000 hectolitres d'essence et 970'000 hectolitre de diesel par année.

Afin de réduire les émissions totales de CO₂, l'économie s'intéresse de plus en plus aux carburants biologiques. Des quantités res-

treintes d'ester méthylique de colza (EMC) sont produites dans une installation pilote de démonstration. Par ailleurs, il est prévu de construire une installation pour produire du bioéthanol. L'introduction d'un rabais fiscal sur les carburants biologiques provoquerait une augmentation rapide tant de l'offre que de la demande.

Depuis mai 1997, les prix des carburants ont augmenté de 25% environ.

A la deuxième place de la consommation d'énergie, on trouve l'électricité. Cette dernière, qui sert surtout à actionner les moteurs pour les travaux à la ferme, est presque uniquement achetée auprès des fournisseurs locaux. Il n'existe donc pas de concurrence. Selon le Tribunal fédéral, les centrales électriques locales ont l'obligation de transmettre l'électricité de fournisseurs externes, malgré que le peuple ait refusé la loi sur le marché de l'électricité,

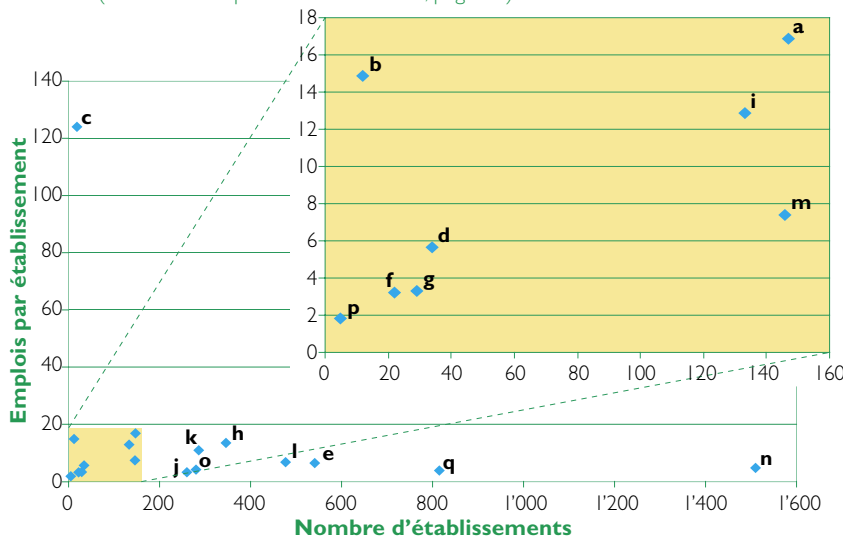
qui prévoyait la libéralisation de ce secteur. En réalité, la nouvelle loi sur les cartels provoque tout juste une ouverture ponctuelle du marché de l'électricité pour les grands consommateurs. L'agriculture ne peut donc pratiquement pas en bénéficier; pour le moment du moins.

Le prix de l'électricité a baissé de près de 5% depuis mai 1997.

Engrais et produits d'amendement

Depuis le début des années 90, les paysans s'engagent activement en faveur de la protection de l'environnement, comme le prouve notamment la réduction des doses d'engrais et de produits d'amendement du sol et de la fréquence de leur emploi. De plus, les exigences ayant trait à l'épandage d'engrais et de produits d'amendement provenant de l'exploitation ou achetés sont devenues plus strictes dans le cadre de la nouvelle politique agricole.

Figure 7: Les entreprises fournissant des biens intermédiaires à l'agriculture sont essentiellement des PME, dont beaucoup emploient moins de 20 personnes. Entreprises et employés fournissant des biens intermédiaires à l'agriculture (2001), Branches (Données complètes sous annexe I, page 52).



Production de:

- a Aliments pour animaux de ferme
- b Engrais, produits azotés
- c Produits agrochimiques
- d Tracteurs agricoles
- e Autres machines agricoles

Intermédiaires du commerce de:

- f Matières premières agricoles, animaux, demi-produits
- g Denrées alimentaires, boissons, tabac

Commerce de gros avec:

- h Céréales, semences, aliments pour bétail
- i Fleurs et plantes
- j Animaux vivants
- k Combustibles
- l Machines agricoles

Commerce de détail avec:

- m Céréales, aliments pour animaux, produits agricoles
- n Fleurs et plantes
- o Animaux domestiques
- p Location de machines agricoles
- q Activités vétérinaires



Kathrinenhof près de Risch-Holzhäusern ZG avant et après la transformation en clubhouse du terrain de golf (29.03.1994 / 07.05.1996)

Le marché suisse des engrais et des produits d'amendement est soumis à des prescriptions comparativement strictes en matière de sécurité de stockage, de transport et d'utilisation. Le petit marché suisse qui, de plus, se rétrécit encore, a engendré une concentration du côté des fournisseurs, qui bénéficient ainsi d'une position dominante. Les entreprises qui dominent le marché repoussent la concurrence grâce à des droits de distribution exclusive. Autres points influant négativement sur les coûts d'approvisionnement: les structures des exploitations agricoles, le transport obligé de petits volumes dans les régions périphériques et les coûts de consultation élevés.

Le niveau des prix des engrais et des produits d'amendement est pratiquement resté inchangé depuis mai 1997.

Produits de traitement des plantes et de lutte contre les ravageurs

Les considérations précitées relatives à l'écologie valent également pour les produits de traitement des plantes et de lutte contre les ravageurs, dont l'utilisation a été massivement réduite ces dernières années; cela se ressent au niveau des coûts de production. Les effets qu'auraient eus les produits non utilisés doivent en effet souvent être compensés par un onéreux travail manuel ou mécanisé.

En raison de la petitesse du marché suisse, les coûts de distribution sont élevés. Il existe donc peu de fournisseurs indépendants disposant d'un propre assortiment et, de ce fait, peu de concurrence sur les prix.

Si l'on compare les prix de produits phytosanitaires et de lutte contre les ravageurs identiques en mai 1997 et actuellement, on constate une baisse de 3% environ. Mais cette

baisse ne tient pas compte du fait que les prix des nouveaux produits, de meilleure qualité, ont augmenté.

Vétérinaire et médicaments

La santé de l'animal est garantie en premier lieu par les mesures adéquates des détenteurs d'animaux. Ceux-ci peuvent néanmoins s'appuyer sur des vétérinaires compétents, qui de leur côté ont un grand nombre de médicaments vétérinaires à leur disposition. Par de nouvelles formes de collaboration, telles le suivi des troupeaux, on essaye de réduire les coûts tout en maintenant le bien-être ainsi que le rendement des animaux à un niveau aussi élevé que possible.

En 2003, les frais de vétérinaire et de médicaments vétérinaires ont augmenté de 1,9% par rapport à l'année précédente et atteint près de 164 millions de francs. Cette augmentation devrait se poursuivre et atteindre environ 0,5%. Cette estimation ne tient toutefois pas compte des effets de l'ordonnance sur les médicaments vétérinaires (OMédV), entrée en vigueur le 1^{er} septembre dernier. L'OMédV fixe en effet des exigences supplémentaires concernant la documentation du flux des marchandises et la sécurité des denrées alimentaires.

Les prestations vétérinaires ont augmenté de près de 3% par rapport à mai 1997.

Aliments fourragers Fourrages grossiers

Les surfaces herbagères représentent 70% de la surface agricole utile recensée lors du relevé des structures agricoles. Leur production est principalement utilisée dans l'exploitation, soit que les animaux broutent sur pâturage, soit qu'elle soit affouragée sous forme d'herbe,

de foin ou d'ensilage. Les années normales, seules de petites quantités sont mises sur le marché et vendues en partie directement du producteur à l'utilisateur, en partie par le biais du commerce des produits agricoles.

Aliments concentrés

Deux grandes entreprises et un nombre assez élevé de petites firmes se partagent le marché des aliments concentrés et composés. Leur chiffre d'affaires ne peut être qu'estimé. Seule la production d'aliments composés des entreprises affiliées à l'Association suisse des fabricants d'aliments fourragers (VSF) peut être calculée sur la base de l'annonce effective des chiffres d'affaires. Pour les autres partenaires du marché, nous devons nous baser sur des hypothèses et des informations orales. Le volume de transaction annuel du marché entier des aliments composés devrait s'élever à un peu plus de 1,4 million de tonnes. La variation des récoltes, la modification de la situation du marché sur l'hémisphère nord ou sud et les répercussions qui s'en suivent sur l'approvisionnement, les changements de prix et l'évolution du marché de la production animale entraînent d'importantes variations d'une année à l'autre. Les parts de marché des membres de la VSF d'une part et des coopératives agricoles (UFA SA, Rivalor, coopératives locales) d'autre part devraient toutes deux avoisiner 47% ou 48%. On estime la part des moulins à fourrage qui ne sont membres d'aucune fédération à environ 5%. Il existe une vive concurrence entre les fournisseurs. Le marché des aliments fourragers est néanmoins étroitement lié à la politique en matière de céréales. Le prix à la production combiné avec le système de prix seuil à la frontière influe directement sur le prix des aliments fourragers.





Quartier «Schöngrün» BE avant la construction du Centre Paul Klee (17.10.2001)

Le secteur des aliments concentrés subit encore actuellement les contrecoups de la sécheresse de l'été 2003. La moindre quantité d'aliments fourragers disponible l'année dernière ayant été compensée par les bonnes récoltes de l'année en cours, les exploitations ont pu reconstituer des réserves «normales».

Le niveau actuel des prix des aliments fourragers est inférieur de près de 8% à celui de mai 1997.

Machines et outils

Comme tous les autres secteurs fournissant des biens intermédiaires à l'agriculture, le secteur des machines agricoles opère dans un environnement onéreux et pour un petit segment du marché, qui est, de plus, peu homogène. Les conséquences en sont les suivantes: petites séries et chiffres d'affaires

modestes, surcapacités, réseaux de service et de consultation à maillage fin et stockage onéreux des pièces de rechange. Notons aussi que le système de distribution basé sur les trois échelons fabricant-importateur-commerçant constitue une structure onéreuse, qui permet en outre à l'importateur général de pénaliser les commerçants ou les importateurs directs qui lui déplaisent, par exemple lors de l'achat de pièces de rechange ou pour des prestations de service. La contraction du marché conduit à une concurrence acharnée qui pousse certaines entreprises à proposer, en Suisse, des conditions similaires à celles en vigueur dans l'UE.

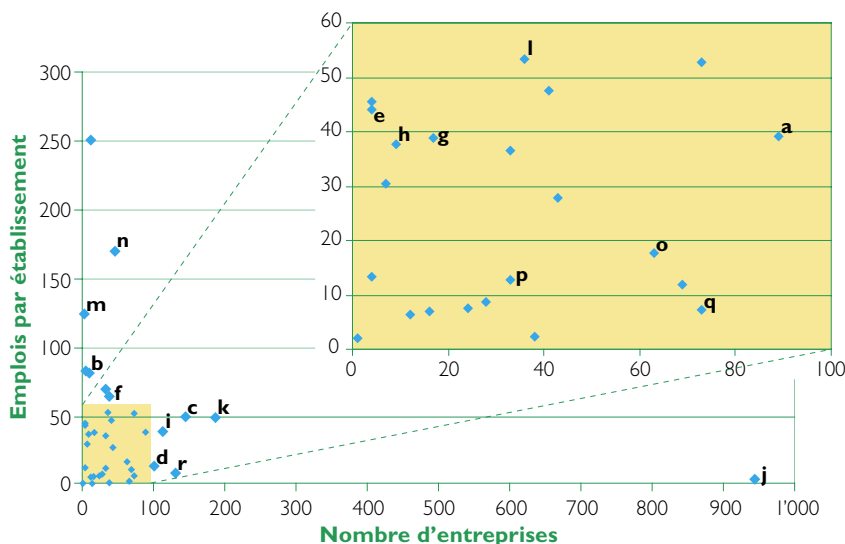
Malgré la mauvaise situation économique de l'agriculture, les prix des machines et de l'équipement agricoles ont augmenté de près de 10% par rapport à mai 1997.

Constructions

Les prestations en matière de construction sont en premier lieu fournies par les entreprises réalisant le gros œuvre et le second œuvre, mais il existe aussi diverses organisations d'entraide qui soutiennent les paysans dans la réalisation de leurs projets de construction et qui ont été créées au fil des ans.

Les prix du secteur de la construction ont légèrement augmenté (+1%) depuis mai 1997.

Figure 8: De nombreuses branches sont impliquées dans la transformation des produits agricoles. Dans de nombreux domaines, il n'existe cependant que peu d'entreprises, généralement petites ou moyennes. Les entreprises en aval de l'agriculture (2001), Branches (Extrait; données complètes sous annexe 3).



- a** Production de viande de boucherie (sans volaille)
- b** Production de viande de volaille
- c** Produits à base de viande
- d** Grains
- Industrie de:**
- e** Pommes de terre
- f** Fruits et légumes
- Production de:**
- g** Jus de fruits et de légumes
- h** Huiles, margarine, graisses
- i** Produits laitiers frais
- j** Fromage
- k** Pain, pâtisserie fraîche
- l** Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation
- m** Sucre
- n** Cacao, chocolat
- o** Pâtes alimentaires
- p** Aliments diététiques
- q** Boissons alcooliques
- r** Vin



Quartier «Schöngrün» BE pendant la construction du Centre Paul Klee (15.09.2003)

B 3 ENTREPRISES DE TRANSFORMATION ET DE COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES

Tout comme la productivité du segment amont, fournisseur de biens intermédiaires, celle du segment aval influe sur la compétitivité des denrées alimentaires et d'agrément. Comme le montrent les recensements, le segment aval est lui aussi caractérisé par la petite taille des structures. Les entreprises employant moins de 50 personnes sont ainsi la règle (**Fig. 8**). Certaines chaînes de transformation et de création de valeur ne comptant que peu de protagonistes, le pouvoir des producteurs sur le marché et leurs possibilités en matière d'écoulement sont limités, sauf s'ils sont organisés en coo-

pératives et donc en mesure d'exercer une influence en commun sur le marché.

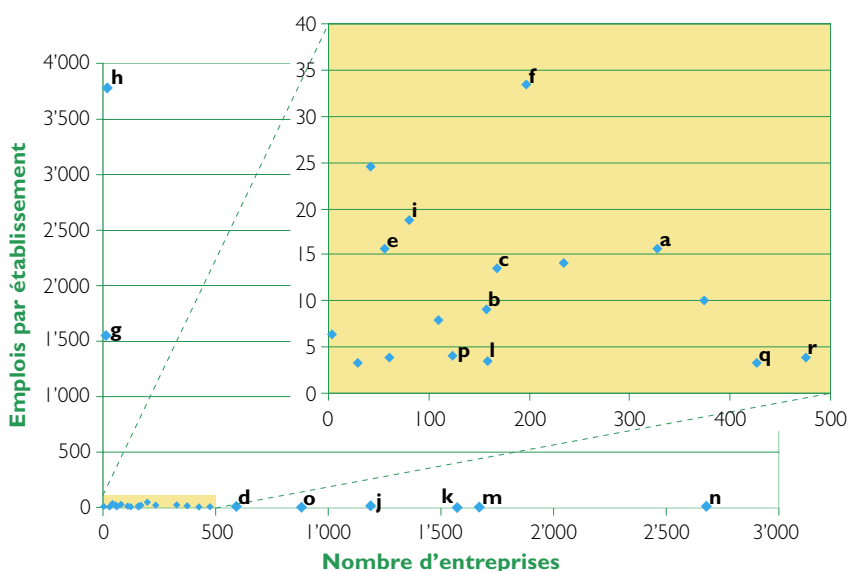
L'annexe 3 (page 54) présente des données plus détaillées concernant le nombre d'entreprises transformant des produits agricoles et de leurs employés.

Le fait qu'il existe un bon nombre de PME dans le commerce des denrées alimentaires et d'agrément risque d'étonner bon nombre de personnes. A ce propos, il convient de noter que les recensements font état d'un nombre important d'entreprises tant dans le commerce de gros que dans celui de détail. Il s'agit néanmoins en général de petites entreprises, qui se concentrent sur quelques groupes de produits. Dans le commerce de détail ces entreprises vendent surtout du pain, des pâtisseries et des sucreries, de la

viande et de la charcuterie ainsi que des boissons, alors que dans le commerce de gros, elles sont actives dans les domaines du vin et des spiritueux ainsi que des fruits et des légumes.

La figure 9 et l'annexe 2 (page 53) montrent clairement le nombre des entreprises actives dans les divers domaines ainsi que leur impact sur le marché. Il montre également la domination des grandes surfaces, qui emploient à présent près de 40% des personnes travaillant dans le commerce des denrées alimentaires et d'agrément. On voit aussi l'intensité de la concurrence entre les petits et les grands supermarchés ainsi qu'entre les petits et les grands magasins.

Figure 9: Outre quelques rares hypermarchés et grandes surfaces, des PME, dont le nombre s'est réduit ces dernières années, sont actives dans le commerce de gros et de détail de denrées alimentaires et d'agrément. Entreprises de commerce vendant des denrées alimentaires et d'agrément (2001), Branches (Extrait; données complètes sous annexe 2, page 53).



Commerce de gros avec:

- a Fruits et légumes
- b Viande et produits à base de viande
- c Lait, œufs, huiles comestibles
- d Vins et spiritueux
- e Sucre, chocolat, confiserie
- f Denrées alimentaires et boissons en général
- g Hypermarché >2'500 m²
- h Grands supermarchés 1'000–2'499 m²
- i Petits supermarchés 400–999 m²
- j Grands commerces 100–399 m²
- k Petits commerces <100 m²

Commerce de détail avec:

- l Fruits et légumes
- m Viande et produits à base de viande
- n Pain, pâtisserie, confiserie
- o Boissons
- p Tabac
- q Produits laitiers et œufs
- r Autres commerces de détail avec denrées alimentaires



Bassin lacustre et quai à Morat FR avant Expo.02 (14.07.1999)

B4 CONTRIBUTION DE L'AGRICULTURE AU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET PART DE L'AGRICULTURE AUX DÉPENSES DES CON- SOMMATEURS POUR LES DENRÉES ALIMENTAIRES

S'élevant à 1%, la valeur ajoutée brute de l'agriculture est faible en comparaison avec le produit intérieur brut. Ce chiffre ne contient néanmoins pas la valeur des prestations d'intérêt commun, fixées dans l'article constitutionnel sur l'agriculture. En contribuant à la sécurité de l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires, à la sauvegarde des ressources naturelles, à

l'entretien du paysage cultivé et à l'occupation décentralisée du territoire, l'agriculture fournit d'importantes prestations, rétribuées par des paiements directs. La valeur de ces prestations correspond pratiquement à la valeur ajoutée brute de la production.

Malgré la diminution de la valeur de la production agricole, les consommateurs ont dépensé de plus en plus d'argent pour les denrées alimentaires au cours de ces dernières années (Fig. 10). La production indigène ayant en grande partie maintenu ses parts de marché face aux importations, ce qui est notamment dû à la politique agricole suisse de ces dernières décennies, il faut en déduire que les échelons en aval absorbent une part de plus en plus importante de chaque franc dépensé par les consommateurs.

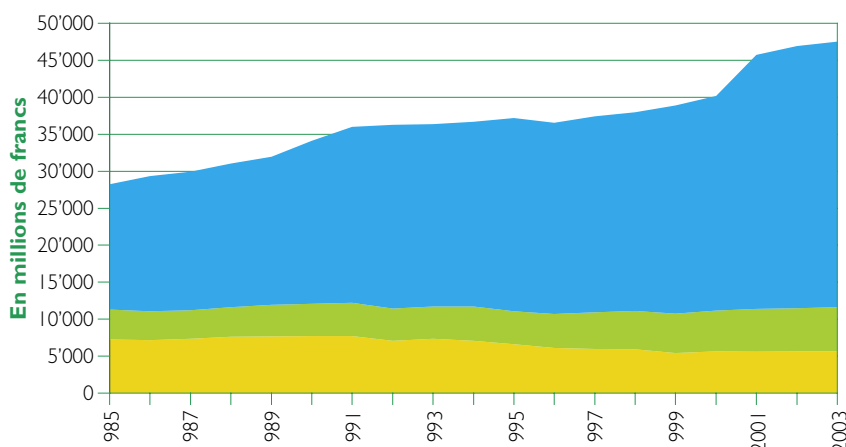
Ces dernières années, la part de l'agriculture au franc du consommateur s'est pratiquement réduite de moitié. Cette tendance devrait encore se poursuivre. Les rapports sur les marchés de la section «Observation du marché» de l'Office fédéral de l'agriculture font en effet également apparaître une augmentation des marges du marché ces derniers temps.

Ainsi, par exemple, en juillet 2004, la marge brute (Fig. 11) du panier de produits «viande fraîche» dépassait de 29,6% celle de la période de référence (février-avril 1999). Les marges brutes de la viande bovine, de veau et d'agneau ont augmenté. En juillet dernier, les marges brutes des paniers de «produits carnés» et de «charcuterie» ont également augmenté. Avec la viande fraîche, on obtient la marge brute la plus élevée pour l'entier du panier de produits «viande et produits carnés» depuis la période de référence de février à avril 1999 (+21,8% par rapport à la valeur de référence).

La marge brute totale du lait et des produits laitiers (Fig. 12) a évolué de manière similaire. Alors qu'au moment de la transition à la nouvelle organisation du marché du lait, le prix à la production tombait du dernier prix garanti de 87 centimes par kg de lait au prix indicatif de 77 centimes, la marge brute a progressé de façon presque continue, même si un changement de tendance semble se dessiner depuis peu. Ce changement repose notamment sur l'évolution de la marge brute sur le fromage, qui a chuté en une année de 118 à 109 points (janvier 1997 = 100). Par contre, on note une progression, à un niveau plus bas toutefois, des marges brutes sur le lait de consommation et sur le beurre.

Figure 10: Les recettes de l'agriculture indigène et étrangère tirées des produits non transformés sont restées à un bas niveau ou ont baissé, alors que les dépenses des consommateurs pour les denrées alimentaires ont continuellement augmenté au cours des dernières années. Part de l'agriculture aux dépenses des consommateurs suisses pour les denrées alimentaires (1985–2003).

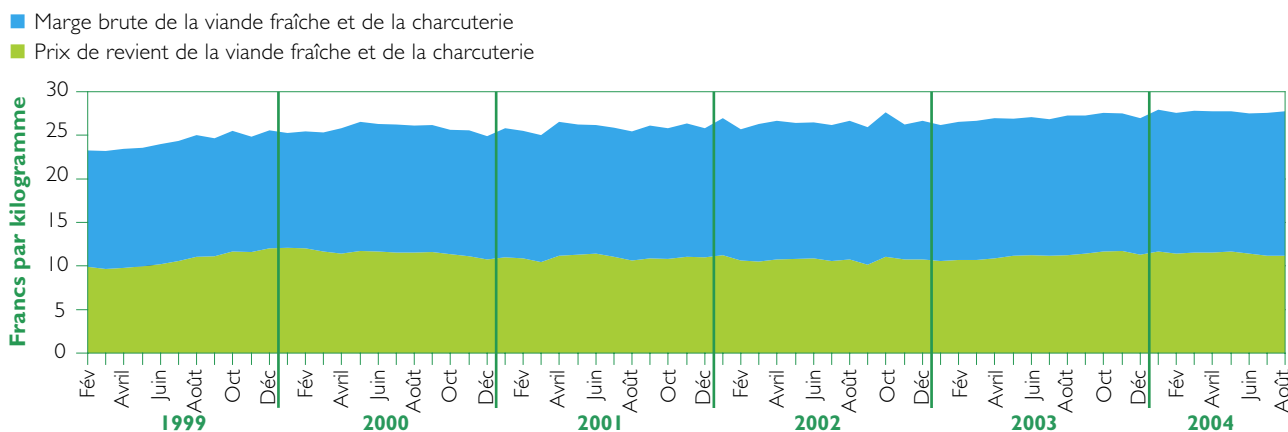
- Marge de commerce et de transformation
- Importation de denrées alimentaires et de matières premières (Prix à la production)
- Production de denrées alimentaires du pays pour le marché intérieur





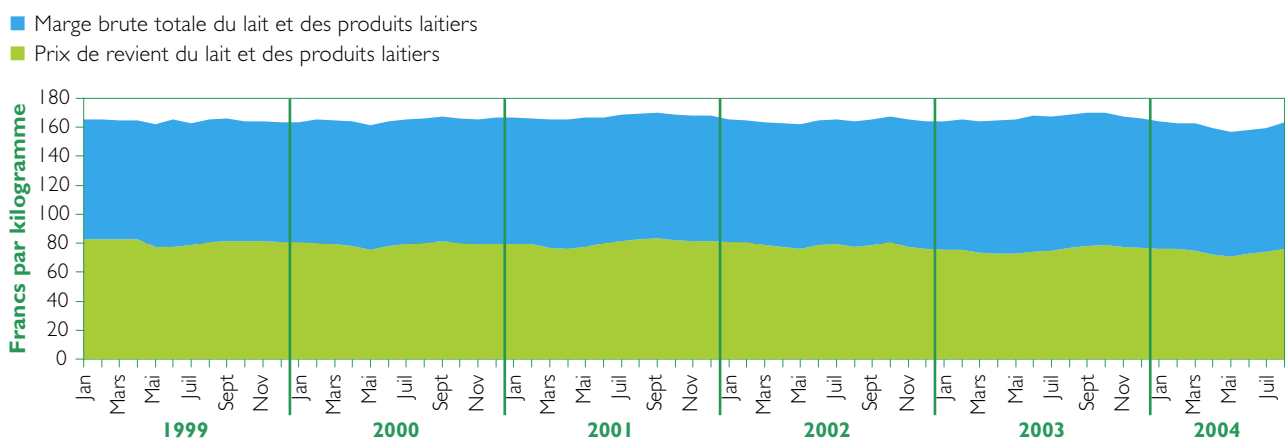
Bassin lacustre et quai à Morat FR pendant Expo.02 (30.09.2002)

Figure 11 : Depuis 1999, les prix de revient du panier correspondant à la consommation mensuelle moyenne des ménages privés^a ont baissé de près de 80 centimes par kilo. Pour le consommateur, le même panier a augmenté d'environ 2 francs par kilo. Prix de revient et marge brute dans le segment de la viande fraîche et de la charcuterie, francs par kilogramme du panier de marchandises (Source: Office fédéral de l'agriculture, Section Observation du marché).



^a Panier de marchandises comprenant 57% de viande fraîche de grand bétail, de veau, de porc et d'agneau, 23% de saucisses et 21% de charcuterie.

Figure 12 : La figure illustre la réduction du prix à la production et l'évolution de la marge brute totale sur le lait et les produits laitiers. Prix à la production^a et marge brute totale^b sur le lait, francs par kilogramme du panier de marchandises (Source: Office fédéral de l'agriculture, Section Observation du marché).



^a Prix moyen du lait versé par les entreprises industrielles et les fromageries artisanales, lait de production biologique inclus.

^b Marges brutes de tous les groupes de produits avec pondération en fonction du volume de lait transformé, exportations déduites.



Partie A

Partie B

Partie C

Annexes





Castasegna GR avant la construction de la route de contournement (21.07.1996)

Partie C: Réussir malgré une situation des coûts défavorable?

Une des raisons principales de la mauvaise situation économique de l'agriculture est sans conteste la structure défavorable des recettes et des coûts qui caractérise les exploitations. Soulignons que le haut niveau des coûts en Suisse y contribue de manière décisive. Ces dernières années, les prix à la production des produits agricoles n'ont cessé de baisser, alors que les coûts des moyens de production sont restés à un niveau très élevé. Pour les exploitations agricoles, la baisse des coûts de production constitue donc l'angle d'attaque le plus prometteur pour tenter d'améliorer leur situation économique. «Maîtriser les coûts», telle doit être la devise de l'agriculture suisse. Chaque exploitation présentant des particularités et évoluant dans des conditions différentes, les chances des paysans de tirer leur épingle du jeu dans cet environnement peu favorable

sont très diverses. Vu la grande importance de la question des coûts, nous avons décidé d'y consacrer la partie C du présent rapport. L'objectif est d'esquisser des stratégies sur la base d'une analyse approfondie de la structure des recettes et des coûts.

Le premier paragraphe montre le niveau et l'évolution des principales données relatives au revenu et à la rentabilité des exploitations. Ensuite, dans la partie principale, nous présentons divers aspects de la question des coûts et proposons des pistes pour tenter d'améliorer la situation. Les deux domaines sont traités sur la base de la mise en valeur des résultats comptables des années 2000 à 2003 des près de 3'400 exploitations de référence de la Station fédérale de recherches Agroscope FAT, Tänikon.

CI REVENUS EN 2003

«Grâce aux efforts consentis par les paysans, les revenus se sont stabilisés en 2003, mais à un faible niveau.»

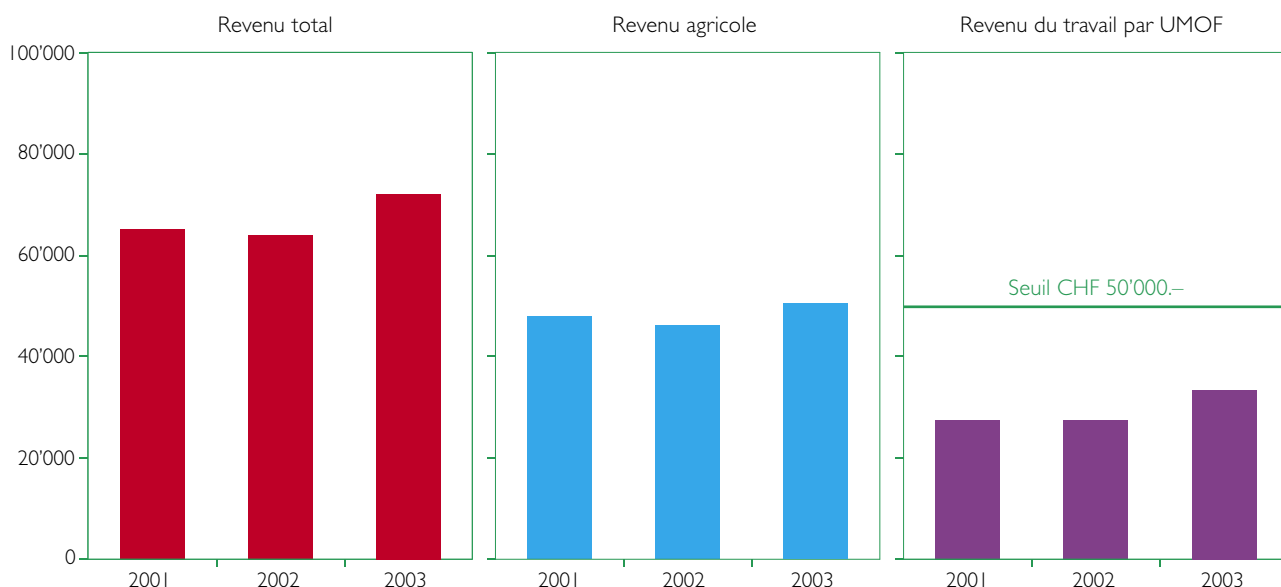
Le revenu total, le revenu agricole, le produit total du travail par unité main-d'œuvre familiale ainsi que la rentabilité du capital total constituent les données économiques¹¹ les plus importantes pour les exploitations, puisqu'elles reflètent, d'une part, leur situation matérielle et, d'autre part, leur rendement économique.

Revenu total

Le revenu total se compose du revenu agricole et du revenu accessoire de la famille paysanne. Indicateur de la dimension sociale,

Figure 13: Malgré l'augmentation en 2003 par rapport aux années précédentes, le revenu total, le revenu agricole et le revenu par unité de main-d'œuvre familiale se situent globalement à un bas niveau.

Evolution des médianes des indicateurs de revenus en francs de 2001–2003.





Castasegna GR après la construction de la route de contournement (16.06.1999)

il montre quelle est la part des activités agricoles et non agricoles de la famille paysanne à la prospérité matérielle.

En 2003, la médiane du revenu total s'est élevée à 72'300.– francs et a donc largement dépassé les valeurs des années 2001 et 2002 (**Fig. 13**), qui se montaient à respectivement 66'500.– francs et 65'300.– francs. L'augmentation en 2003 s'explique surtout par la progression des revenus agricoles, ces derniers ayant augmenté par rapport à ceux des deux années précédentes. Avec une valeur médiane de 13'300.– francs par exploitation, les revenus secondaires sont quant à eux restés stables.

Revenu agricole

Le revenu agricole est un indicateur de la dimension économique de la durabilité. Il indique la part du revenu générée par les activités agricoles.

La **figure 13** montre qu'en 2003, les revenus agricoles étaient sensiblement plus élevés que les deux années précédentes. La valeur médiane s'est élevée à 50'500.– francs, ce qui équivaut à une augmentation de 4'000.– francs par rapport à l'année 2002. L'été 2003 ayant été marqué par une forte sécheresse, qui a entraîné de nombreuses pertes de récoltes en culture végétale, notamment pour les grandes cultures et la production de fourrages grossiers, cette augmentation est plutôt surprenante. Si les revenus agricoles ont quand même progressé, cela est en premier lieu dû aux facteurs suivants:

- Les paysans ont fournis de gros efforts pour adapter les structures et optimiser les processus de production. Cela a contribué à amortir la pression sur les revenus due à la sécheresse. Les mesures de l'USP et de ses organisations membres (actions de solidarité de l'agriculture, transports de fourrages de l'armée, réduction des tarifs douaniers sur les aliments fourragés importés, etc.) ont également atténué efficacement les effets négatifs de la sécheresse.
- Comparativement à ceux des deux années précédentes, qui étaient encore marqués par la crise de l'ESB, les prix sur le marché du bétail de boucherie étaient bons en 2003 (cf. explications sur les marchés de bétail de boucherie à la Partie A).
- Une partie des coûts engendrés par la sécheresse n'apparaissent pas encore dans les comptes de l'année 2003. Notamment les achats de fourrage ont en partie été réalisés dans les premiers mois de l'année 2004.
- En 2003, les intérêts pour le capital étranger étaient très bas (**Fig. 16**, page 41). Rappelons que, dans l'agriculture, la part des crédits hypothécaires au capital total

s'élève à plus de 20%. On comprend donc que le bas niveau des intérêts a influé positivement sur les revenus agricoles.

Revenu du travail annuel par unité de main-d'œuvre familiale

Le revenu du travail annuel par unité de main-d'œuvre familiale est un indicateur de la dimension économique de la durabilité. Il indique, comment le travail de la main-d'œuvre familiale non rémunérée peut être rétribué et est la valeur qui se laisse le mieux comparer avec le salaire d'un employé.

S'élevant à 33'400.– francs, la valeur médiane était nettement plus élevée en 2003 qu'au cours des années précédentes. Elle reste cependant à un niveau bas (2002: 27'400.– francs). Malgré cela, 74% des exploitations agricoles n'ont pas atteint la valeur seuil normative¹² de 50'000.– francs. L'augmentation relativement importante du revenu du travail annuel par main-d'œuvre familiale s'explique en partie par l'évolution positive du revenu agricole décrite ci-dessus. Cette évolution positive s'explique aussi par un facteur d'ordre méthodologique, à savoir le calcul des grandeurs. En 2003, les intérêts du capital propre

Tableau 4: En 2003 également, les revenus agricoles sont restés nettement au-dessous des salaires comparables. Revenu du travail agricole et salaires comparables, valeurs médianes en francs pour l'ensemble de la Suisse et par région.

	Revenu du travail annuel par unité de main-d'œuvre familiale						Salaire comparable ^a
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2000/02
Régions							
Plaine	38'999.–	36'106.–	44'574.–	34'671.–	35'855.–	42'602.–	65'854.–
Collines	28'706.–	29'348.–	33'160.–	26'604.–	25'797.–	30'811.–	60'885.–
Montagne	20'628.–	22'991.–	22'877.–	18'484.–	18'355.–	24'817.–	55'129.–
Suisse	30'125.–	29'806.–	34'417.–	27'417.–	27'420.–	33'350.–	

^a Médiane des salaires annuels bruts standardisés d'un employé dans les secteurs secondaire ou tertiaire. Source: Enquête sur la structure des salaires, Office fédéral de la statistique.

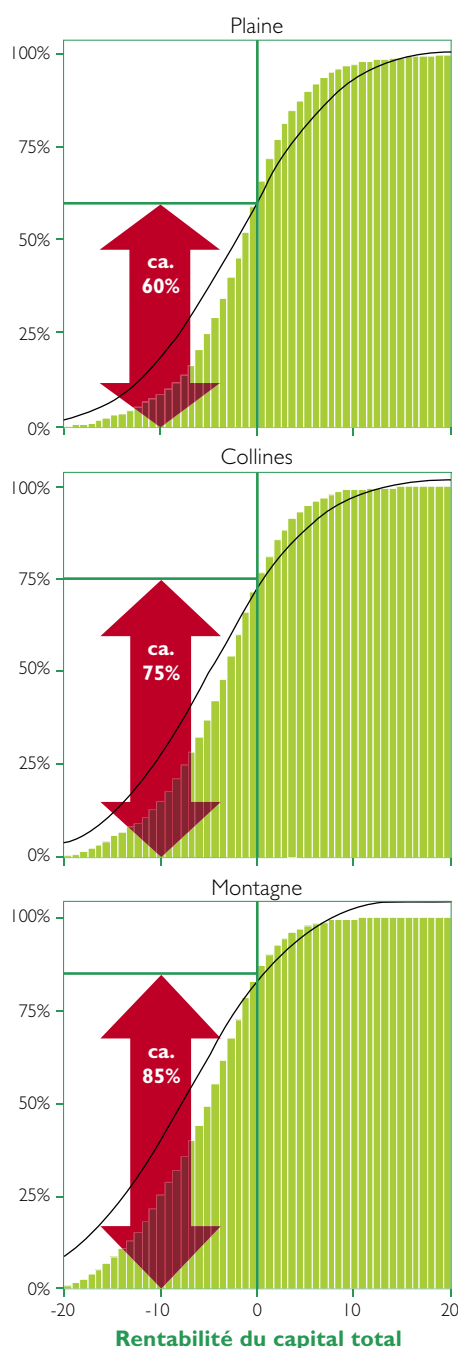
¹¹ La définition des indicateurs se trouve en annexe.

¹² Pour la définition et la fixation des valeurs seuils, veuillez vous référer au Rapport de situation 2002 de l'USP, Brugg, p. 27.





Vue sur la zone de chablis dégagée près de Diessenhofen TG (08.05.2001)



investi sur l'exploitation, intérêts calculés sur la base du taux d'intérêt des obligations de la Confédération, étaient particulièrement bas, ce qui fait que seule une part relativement restreinte du revenu agricole a dû être affectée à la rétribution du capital propre. En tant que grandeur résiduelle, le revenu du travail annuel par unité de main-d'œuvre familiale a donc augmenté en conséquence.

Le **tableau 4** (page 37) montre le revenu du travail annuel par unité de main-d'œuvre familiale différencié en fonction des régions et des salaires comparables¹³. En 2003, il s'est élevé à près de 60% du revenu comparable en plaine et à environ 40% de celui en montagne. Cela montre clairement que, malgré une évolution positive, les revenus agricoles sont restés très bas par rapport à ceux des autres secteurs économiques.

Rentabilité du capital total
«Plus de 70% des exploitations affichent une rentabilité du capital négative.»

L'indicateur de la rentabilité du capital total est une grandeur mathématique, qui illustre la productivité du capital total investi dans l'exploitation. Il montre la façon dont le capital investi dans l'exploitation peut être rémunéré. La rentabilité du capital total constitue un indicateur de la dimension économique de la durabilité.

Figure 14: La grande majorité des exploitations agricoles présente une rentabilité négative du capital total. Répartition cumulée de la rentabilité du capital total différenciée en fonction des régions.

La **figure 14** indique la répartition des fréquences cumulées de la rentabilité du capital total des exploitations dans les régions. 70,2% des exploitations présentent une rentabilité négative du capital total pour la période trisannuelle de 2000 à 2002. Cela concerne environ 60% des exploitations en plaine, ce qui constitue la proportion la plus faible, et près de 85% de celles sises dans la zone de montagne (part la plus élevée). Le taux des exploitations présentant une rentabilité négative du capital total s'élève à 75% environ. Ce qui est préoccupant, c'est non seulement la part des exploitations dont la rentabilité du capital total est négative, mais également le nombre d'exploitations touchées par ce problème. Il convient de souligner ici que la rentabilité du capital total de nombreuses exploitations est fortement négative. Ainsi, près de 20% des exploitations en zone de montagne présentent par exemple une rentabilité du capital total de moins de -10%.

Si la rentabilité du capital total est négative, cela signifie que l'activité agricole ne permet aucun nouvel investissement ou investissement de remplacement, ou que la rémunération de la main-d'œuvre familiale doit être sensiblement réduite et que le capital propre investi ne peut être rétribué. A court terme, le paysan est obligé de renoncer à toucher un salaire et à prospérer matériellement. A moyen et long terme, une rentabilité négative du capital total empêche d'investir pour maintenir en état ou moderniser l'infrastructure nécessaire à l'activité agricole. Par ailleurs, la croissance de l'exploitation ne peut être financée par l'activité agricole.

¹³ Médiane des salaires annuels bruts standardisés d'un employé dans les secteurs secondaire et tertiaire. Source: Office fédéral de la statistique.



Vue sur la zone de chablis dégagée près de Diessenhofen TG (09.05.2003)

Conclusions

Comparativement aux deux années précédentes, les exploitations agricoles ont enregistré une amélioration des revenus en 2003. Malgré cela, le niveau des revenus est néanmoins resté très bas. Cette évolution positive est notamment due aux efforts des paysans, à des effets découlant de la méthodologie (taux d'intérêt des obligations de la Confédération), aux répercussions tardives de la sécheresse et aux bons prix sur les marchés du bétail de boucherie. Malgré l'augmentation des revenus, la situation économique des exploitations agricoles continue à être préoccupante. Ceci se reflète notamment dans la proportion élevée (70%) d'exploitations présentant une rentabilité négative du capital. Ces exploitations sont menacées à moyen et long terme. Le rendement du capital nécessaire pour financer de nouveaux investissements ou des investissements de remplacement ne peut être généré par l'activité agricole.

C 2 COÛTS DE PRODUCTION ÉLEVÉS

L'environnement en matière de coûts est incontestablement défavorable aux paysans suisses. La situation de chaque exploitation dépend, d'une part, de l'environnement général en matière de coûts et, d'autre part, de la gestion des coûts. Vu que les prix des facteurs et des moyens de production sont largement donnés, le chef d'exploitation doit impérativement utiliser les potentiels de baisse des coûts pour assurer le succès économique de son exploitation.

Les coûts ont un impact direct sur les revenus des paysans. Seule une bonne situation en matière de coûts permet d'assurer le succès

économique de l'exploitation et, par conséquent souvent également, la prospérité de la famille paysanne. On voit donc que les coûts de production revêtent une importance majeure pour les paysans.

Dans le premier paragraphe, nous nous attelons à décrire l'environnement de l'agriculture en matière de coûts, en procédant à une comparaison des prix d'importants facteurs et moyens de production en Suisse et dans les pays voisins. L'évolution des coûts des moyens de production agricoles au cours de ces dernières années est également décrite. Dans les paragraphes suivants, nous éclairons divers aspects de la situation des exploitations en matière de coûts, en analysant les données comptables. Il est également tenu compte de la productivité des facteurs.

Prix élevés des moyens et des facteurs de production en Suisse

«Les prix payés par les paysans suisses pour leurs consommations intermédiaires sont nettement plus élevés que ceux pratiqués dans les pays voisins.»

De manière générale, l'économie suisse doit faire face à un niveau élevé des coûts. L'agriculture ne fait pas exception, les moyens et les facteurs de production agricole étant sensiblement plus chers en Suisse que dans les pays voisins. La **figure 15** (page 40) compare les prix d'importants moyens et facteurs de production en Suisse avec les prix de référence en Allemagne et en Autriche. Une explication détaillée de la base de la comparaison des prix se trouve au-dessous de la figure.

Comme le démontre la **figure 15**, les prix en Suisse sont sensiblement plus élevés que

ceux pratiqués en Allemagne et en Autriche, à l'exception du carburant diesel ainsi que des intérêts du capital étranger à long terme.

Les autres moyens et facteurs de production analysés sont en revanche nettement plus chers en Suisse. Ainsi, l'engrais (urée 46% N) coûte 40% de plus chez nous qu'en Autriche. Les bâtiments d'exploitation et les machines sont également sensiblement plus chers, tant à l'achat qu'au niveau de l'entretien, en Suisse qu'en Allemagne et en Autriche. Les salaires de la main-d'œuvre externe sont aussi plus élevés en Suisse qu'en Allemagne. Mais, c'est le facteur de production «sol» qui présente les plus importantes différences de prix. La comparaison des prix de la terre cultivée sur la base des statistiques disponibles fait apparaître une différence de prix de 250% entre la Suisse et l'Allemagne.

Si les différences de prix présentées dans la **figure 15** peuvent, pour certaines catégories, être dues à des différences de qualité des moyens et des facteurs de production suisses et étrangers comparés, les niveaux de prix relatifs indiquent incontestablement l'ordre de grandeur des importantes différences de prix entre la Suisse et les pays voisins.





«Längacher» avant et après l'aplanissement pour le tunnel d'Önzberg BE (15.07.1998 / 13.05.2002)

Evolution des rubriques de coûts au cours du temps

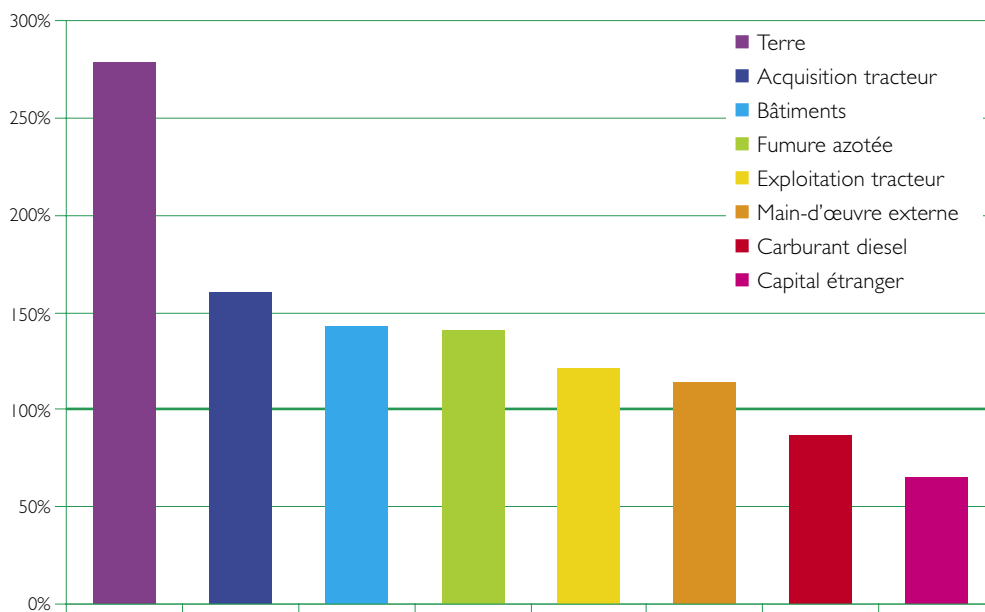
«Ces dernières années, l'agriculture suisse est parvenue à stabiliser les coûts des agents de production.»

Les prix des moyens de productions agricoles sont stables depuis 1998. La présentation de

l'évolution des prix de certains moyens de productions à la **figure 16** montre que, de 1998 à 2003, les prix des moyens de production issus de l'agriculture ont baissé de 5,2 points d'indice, alors que ceux qui proviennent d'en dehors de l'agriculture ont augmenté de 4,7 points au cours de la même période. L'indice total des prix du «panier»¹⁴

Figure 15: En Suisse, les prix des moyens et des facteurs de production sont très élevés.

Niveaux des prix des principaux moyens et facteurs de production en Suisse par rapport aux pays voisins (prix suisse en pour cent des prix de référence étrangers; prix de référence étrangers = 100%).



Terre: prix du mètre carré de terre en dehors de la zone constructible par rapport à l'Allemagne, ventes de gré à gré, base 2002; source: Offices de la statistique des cantons de Zurich et de Bâle-Campagne, SAFER

Acquisition tracteur: coûts d'achat d'un tracteur par rapport à l'Allemagne, 4 roues motrices, 75 kW, base 2003; source: FAT, coûts des machines 2003; Kuratorium für Technik und Bauwesen in der Landwirtschaft, Darmstadt

Bâtiments: coûts par place UGB, stabulation libre à logettes pour 30 UGB par rapport à l'Autriche; entreposage du fourrage et du lisier et installation inclus; source: FAT, recensement des coûts de construction; Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft, Vienne, marges brutes standard et données pour le conseil aux exploitations

Fumure azotée: urée 46% N en sac; prix par kg N par rapport à l'Autriche, base 2002; source: USP, Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft, Vienne

Exploitation tracteur: frais d'entretien (coûts fixes et variables) par heure de fonctionnement par rapport à l'Allemagne, 4 roues motrices, 75 kW, base 2003; source: FAT, coûts des machines 2003; Kuratorium für Technik und Bauwesen in der Landwirtschaft, Darmstadt

Main-d'œuvre externe: salaire horaire brut agricole par rapport à l'Allemagne, base 2004; source: Lobag, salaires indicatifs pour l'agriculture du canton de Berne 2004; Industriegewerkschaft Bauen-Agrar-Umwelt, salaire conventionnel 2003 / 04, Saxe

Carburant diesel: prix après restitution de l'impôt sur les huiles minérales par rapport à l'Allemagne, base 2003; source: USP, Eurostat

Capital étranger: taux d'intérêt du capital à long terme, rendement sur emprunt d'état à dix ans sur le marché secondaire par rapport à l'Allemagne, base 2003; source: BCE, BNS, Deutsche Bundesbank

des moyens de production agricoles est, quant à lui, resté stable. Les réductions de prix des moyens de production issus de l'agriculture ont donc compensé les augmentations de prix de ceux provenant de l'extérieur. Rappelons que sont considérés comme moyens de production issus de l'agriculture, les plants et les semences ainsi que les aliments fourragers pour la production animale.

Les moyens de production non issus de l'agriculture et dont les prix ont sensiblement augmentés entre 1998 et 2003 sont notamment les suivants: produits énergétiques et lubrifiants (+17%), entretien et réparation des machines (+8,3%), machines et autres biens d'équipement (+5,2%).

La **figure 16** montre que les coûts en capital ont notamment massivement baissé ces cinq dernières années. Nous avons expliqué l'importance que revêtent des taux d'intérêt bas pour le capital étranger dans le chapitre consacré au revenu agricole.

Ces dernières années, l'agriculture a financé elle-même la stabilisation des prix des

¹⁴ Les moyens de production issus de l'agriculture représentent près d'un tiers du «panier» et ceux provenant d'en-dehors de l'agriculture les deux tiers restants. La composition détaillée du «panier» et de l'évolution des prix de certaines rubriques est présentée dans les chiffres mensuels de l'USP, Brugg.

¹⁵ Le calcul des intérêts est basé sur le taux d'intérêts moyen des obligations de la Confédération.

¹⁶ Rétribution du travail de la main-d'œuvre familiale calculée au salaire comparable (définition du salaire comparable: cf. note de bas de page 13).

¹⁷ Par écart interquartile, on entend la différence entre le 1er et le 3e quartile.



Zone de chablis au Wellenberg NW (29.10.1990 / 29.06.1998)

moyens de production en baissant les prix de ceux qu'elle met à disposition. Vu par secteur, la baisse des moyens de production issus de l'agriculture n'a aucun impact sur le résultat économique. Elle constitue en effet simplement un transfert des exploitations ou branches de production, fabricant les moyens de production en question, vers les exploitations ou branches de production, qui les utilisent. Pour l'ensemble du secteur agricole, il serait donc d'une importance vitale que les prix des moyens de productions provenant d'en dehors de l'agriculture baissent. Cela influencerait positivement sur le revenu agricole et renforcerait la compétitivité de l'ensemble de l'agriculture.

Importantes différences entre les exploitations au niveau des coûts

«Les coûts imputés à l'entreprise paysanne sont le résultat des conditions générales et de la gestion des coûts par l'exploitant.»

Comme il ressort de la **figure 17** (page 42), le niveau des coûts de production dépend fortement de la branche de production. Les coûts totaux moyens par hectare varient sensiblement d'un type d'exploitation à l'autre. Rappelons que les coûts totaux se composent des charges réelles, des intérêts calculés¹⁵ du capital propre investi et des salaires¹⁶ de la main-d'œuvre familiale. L'analyse de la comptabilité des exploitations montre que la valeur médiane des coûts totaux moyens par hectare oscille entre 9'700.– francs pour les exploitations avec des vaches allaitantes et 24'000.– francs pour les exploitations de transformation. Le fait que les coûts varient entre les types d'exploitation découle logiquement des différences d'intensité au niveau du travail et du capital. Ainsi, la garde de vaches

allaitantes exige nettement moins d'infrastructure et de travail que la production laitière, par exemple. Les coûts de production varient donc selon le type d'exploitation.

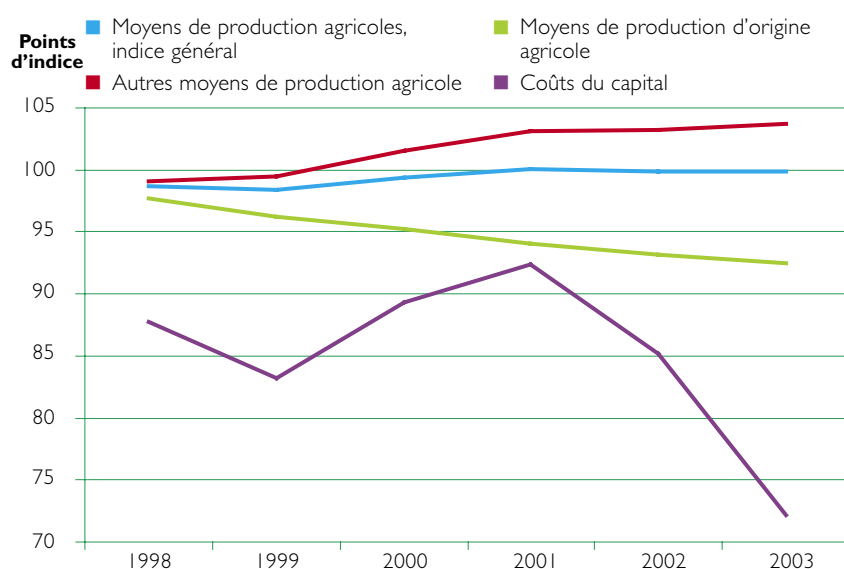
Par ailleurs, il ressort de la **figure 17** que les coûts moyens par hectare présentent également d'importants écarts au sein d'un même type d'exploitation. On trouve en effet des exploitations du même type dont les coûts totaux par hectare sont très élevés ou très bas. Pour le type d'exploitation «production de lait commercialisé», l'écart interquartile¹⁷ des coûts totaux moyens par hectare s'élève ainsi par exemple, à plus de 6'000.– francs. Ceci s'explique en partie par le fait que les exploitations d'un même type sont très hétérogènes pour ce qui est de leur taille, de

la région dans laquelle elles sont sises et de leur degré de spécialisation.

Les importants écarts au niveau des coûts totaux moyens par hectare s'expliquent également en partie par le degré de sensibilisation divers des exploitations à la question des coûts, à savoir à la capacité des exploitations de mettre à profit les potentiels de baisses des coûts.

Les facteurs influant de manière décisive sur la situation des exploitations en matière de coûts sont donc, d'une part, le niveau général des coûts, et, d'autre part, la capacité de chaque chef d'exploitation de repérer les potentiels de baisse des coûts et de les mettre à profit. Afin de s'attaquer efficacement

Figure 16: Pendant que les prix des moyens de production issus de l'agriculture baissaient, ceux des moyens provenant d'en-dehors de l'agriculture augmentaient. Evolution des prix des moyens et des facteurs de production agricole de 1998–2003 (base: mai 1997 = 100).





Zone agricole «Eichhof» avant la construction du tunnel de Girsberg (A7) TG (27.07.1997)

à la question des coûts, il convient donc de se focaliser d'une part, à l'externe, sur les conditions générales influant sur les coûts et d'autre part, à l'interne, sur l'utilisation systématique des possibilités des exploitations pour baisser les coûts.

Productivité insuffisante des facteurs
«L'agriculture doit améliorer sa productivité en utilisant plus efficacement le potentiel des facteurs de production.»

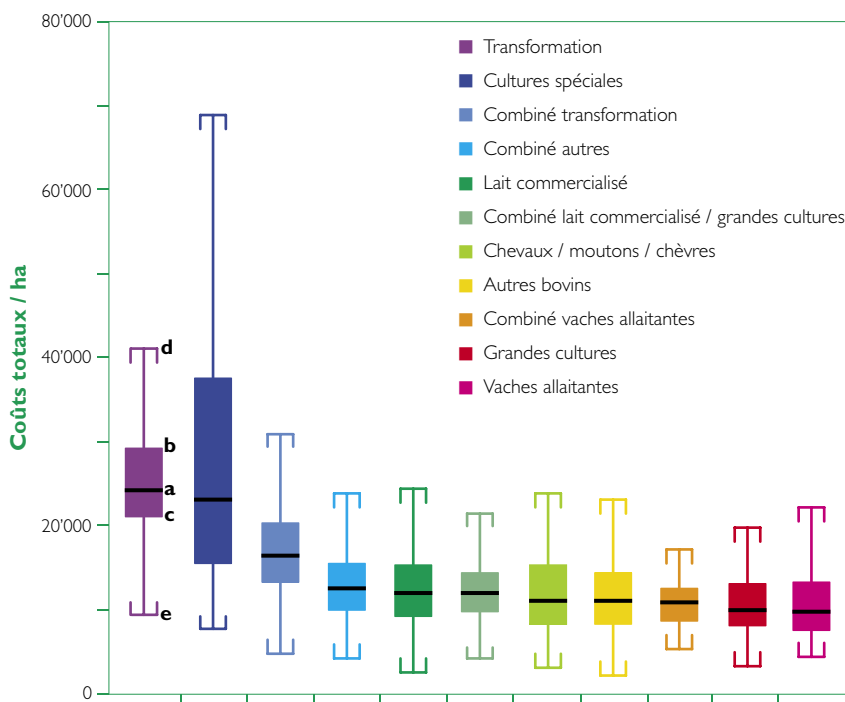
Coûts totaux

Comme nous l'avons vu précédemment, les grandes différences au niveau des coûts totaux par hectare entre les exploitations d'un même type qui ressortent de la **figure 17** s'expliquent par diverses raisons. Selon une approche économique, les divers degrés d'utilisation des facteurs constituent une des raisons majeures de ces importantes différences. Les exploitations sur lesquelles les facteurs de production sont bien utilisés présentent par conséquent des coûts totaux

moyens par hectare inférieurs à celles dont les facteurs de production sont moins bien utilisés. L'aspect du degré d'utilisation des facteurs de production dans l'agriculture est habituellement mis en rapport avec la grandeur des exploitations. Ayant la possibilité de répartir les facteurs de production fixes sur un nombre plus grand d'unités, les grandes exploitations présentent un meilleur degré d'utilisation que les petites. Cette répartition sur plus d'unités induit également une baisse des coûts des facteurs de production par unité. Outre la grandeur de l'exploitation, il existe néanmoins de nombreux autres critères influant sur le degré d'utilisation des facteurs de production.

Figure 17: Les différences de coûts sont aussi importantes entre les types d'exploitation qu'au sein d'un même type d'exploitation.

Coûts totaux par hectare en francs par type d'exploitation (2000–2003).



Boxplot: Les limites de quartile supérieure et inférieure prennent 50% de toutes les exploitations en compte. Les lignes qui vont au-delà de la limite de quartile prennent environ 95% de toutes les exploitations en compte.
a Médiane: 50% des valeurs sont supérieures ou inférieures à cette grandeur.
b Limite supérieure du quartile: 75% des valeurs sont inférieures à cette grandeur.
c Limite inférieure du quartile: 25% des valeurs sont supérieures à cette grandeur.
d Whisker supérieur
e Whisker inférieure

Le **figure 18** est basée sur le critère classique de la grandeur de l'exploitation. Ce dernier représente ici tous les critères influant sur le degré d'utilisation. La figure montre les coûts totaux moyens par hectare en fonction du nombre d'hectares des exploitations. Afin d'éliminer l'effet des différences dues à la branche de production et à la localisation de l'exploitation, un type d'exploitation spé-

18 La diminution des coûts moyens par hectare en fonction de l'augmentation de la surface agricole utile est statistiquement très significative. Avec la fonction $y=b(0)*x^{(1)}$, la relation est significative au niveau 1%.

19 La productivité des facteurs devrait en principe représenter la relation entre l'extrant et l'intrant physique. Lors d'une analyse dans le temps, la représentation de la productivité des facteurs à l'aide de la relation entre l'extrant et l'intrant monétarisés est néanmoins rendue problématique par les distorsions engendrées par des modifications exogènes des prix des facteurs de production ou des produits. Comme dans le cas présent il ne s'agit pas d'une comparaison de série chronologique, mais uniquement d'une analyse statistique de la situation des exploitations, la productivité des facteurs peut être représentée avec des extrants et des intrants évalués monétairement.

20 Travaux pour tiers, vente directe, location de bâtiments, revenu du capital, prestations propres pour investissements.



Zone agricole «Eichhof» après la construction du tunnel de Girsberg (A7) TG (21.09.2002)

cifique par région est représenté de manière isolée dans chacun des trois diagrammes.

Il ressort des trois diagrammes (**Fig. 18**) que les coûts totaux moyens par hectare baissent avec l'augmentation du nombre d'hectares exploités et avec la réduction du taux marginal¹⁸. Cela reflète l'impact classique de la taille (économie d'échelles). Une partie de l'effet s'explique également par la tendance des petites exploitations à produire de manière plus intensive. Le degré d'utilisation des facteurs de production par hectare étant donc plus élevé, cela fait augmenter les coûts, mais également, de manière analogue, les recettes.

Les trois diagrammes de la **figure 18** montrent également que les écarts sont très importants au sein des classes de grandeur. Si le fait que les coûts moyens par hectare

baissent avec l'augmentation des surfaces cultivées a pu être prouvé statistiquement, il convient de noter qu'il existe néanmoins aussi de petites exploitations, dont les coûts totaux par hectare sont bas, et de grandes exploitations, qui produisent à des coûts élevés. Les coûts de production des petites exploitations sont tendanciellement plus élevés, mais, a priori, nullement au-dessus de la moyenne. La taille de l'exploitation n'est pas le seul facteur influant sur le niveau des coûts. Ce qui est important, c'est que les exploitations repèrent et utilisent les potentiels de baisse des coûts, quelle que soit leur taille. Les petites exploitations qui y parviennent, réussissent elles aussi à produire à des coûts bas.

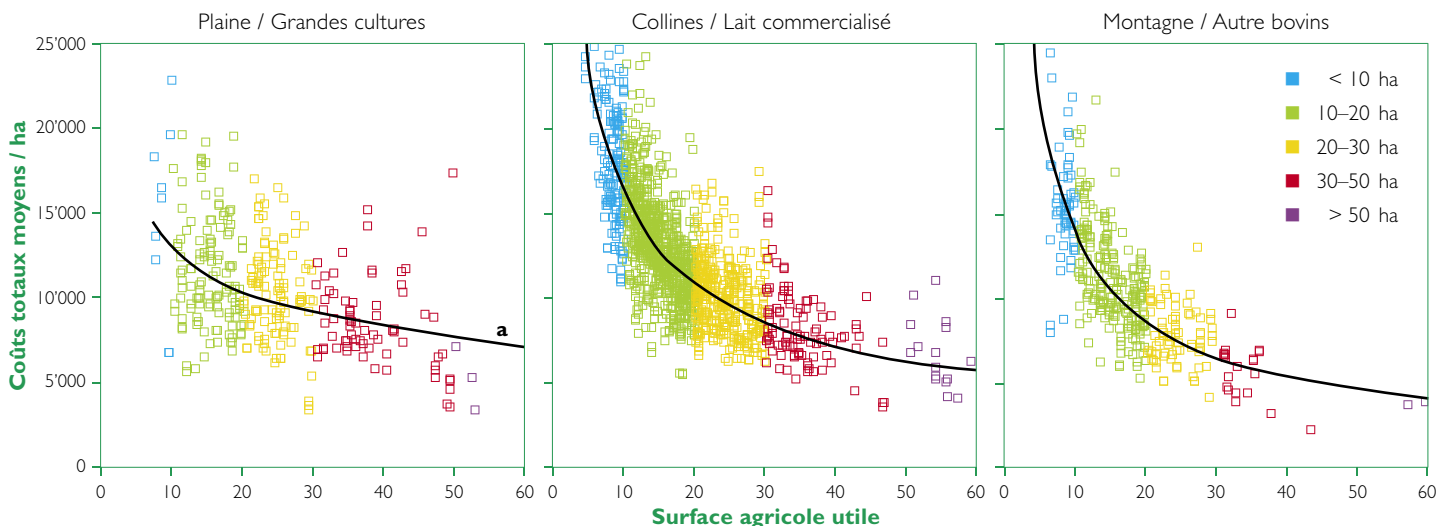
Productivité des facteurs

La situation des exploitations en matière de coûts ne peut être évaluée que de manière

limitée si l'on se base sur le seul niveau absolu des coûts de production. La relation entre les coûts des facteurs de production et les recettes générées par l'activité agricole est un élément central pour évaluer la situation des coûts. La relation entre le produit évaluable monétairement (produit brut) et l'intrant évaluable monétairement (coûts de production) constitue un indicateur de la manière dont les facteurs utilisés peuvent être rétribués et, par conséquent, de la productivité¹⁹ des facteurs de production. L'indicateur de productivité utilisé dans le présent paragraphe est la relation entre le produit brut total et les coûts totaux. Le produit brut total est la somme du produit brut de l'activité agricole, des paiements directs et de divers produits bruts²⁰. Quant aux coûts totaux, ils se composent des charges réelles, des intérêts calculés du capital propre investi et des salaires calculés pour la main-d'œuvre familiale.

Figure 18: Les coûts moyens par hectare des grandes exploitations sont plus bas, mais pas dans tous les cas.

Coûts totaux moyens par hectare en fonction de la surface agricole utile (2000–2003).





Bas de la vallée près de Pozzo Negro TI avant la construction du portail sud (31.08.1999)

L'indicateur de la productivité des facteurs montre le montant en francs du produit brut généré par des facteurs de production d'une valeur de 1 franc. Il permet également d'évaluer si, d'un point de vue purement économique, le capital et le travail investis dans l'exploitation sont plus rentables que s'ils étaient utilisés en-dehors de l'agriculture. Cette évaluation est rendue possible par le fait que les coûts totaux tiennent compte des coûts du capital propre à un taux d'intérêt de référence (taux d'intérêt des obligations de la Confédération) et des coûts du travail de la main-d'œuvre familiale à un salaire comparable. Si l'indicateur de la productivité des facteurs est supérieur à 1, cela veut dire que le travail de la main-d'œuvre familiale et le capital propre investi sur l'exploitation sont, de manière générale, mieux rétribués que s'ils étaient utilisés en-dehors de l'agriculture aux valeurs de référence définies. En revanche, si l'indicateur est inférieur à 1, cela veut dire que tant la main-d'œuvre familiale que le capital investi seraient mieux dédommagés monétairement s'ils étaient employés différemment.

La médiane de l'indicateur de la productivité des facteurs s'élève à 0,81 pour toutes les exploitations analysées. Cela veut dire que globalement le travail de la main-d'œuvre familiale et le capital propre sont moins bien rétribués que s'ils étaient utilisés en-dehors de l'agriculture. Notons que la productivité des facteurs présente d'importants écarts entre les régions et les types d'exploitation. L'indicateur de la productivité des facteurs reste en dessous de 1, tant dans les exploitations de la zone de montagne, région où il est le plus faible, que dans celles sises en plaine ou dans la zone des collines. La médiane de la productivité des facteurs s'élève à 0,86 en

plaine, à 0,81 dans la zone des collines et à 0,73 dans la zone de montagne. La baisse du niveau de l'indicateur entre la zone de plaine et celle des collines souligne le fait que l'écart relatif entre le revenu de la main-d'œuvre familiale généré dans l'agriculture et celui du reste de la population augmente entre ces deux zones²¹.

Les diagrammes à la **figure 19** contiennent l'indicateur de la productivité des facteurs pour les exploitations des types «grandes cultures / plaine», «lait commercialisé / collines» et «autres bovins / montagne», les exploitations étant classées en ordre croissant en fonction des hectares de surface agricole utile exploités. La médiane de l'indicateur de la productivité des facteurs s'élève à 0,90 pour le type d'exploitation «grandes cultures / plaine», à 0,79 pour le type «lait commercialisé / collines» et à 0,70 pour celui «autres bovins / montagne». Par conséquent, la rétribution du travail de la main-d'œuvre familiale et du capital propre investi dans l'exploitation est plus basse pour ces trois types d'exploitation que si les facteurs étaient utilisés en-dehors de l'agriculture aux valeurs comparables définies.

Il ressort également de la **figure 19** que la productivité des facteurs des exploitations plus grandes en terme de surface agricole utile est plus élevée que celle des petites exploitations²². Elle croît avec l'augmentation de la surface agricole utile, mais avec un taux marginal en baisse. Cela montre bien, comme pour l'évolution des coûts totaux (**Fig. 18**), l'effet de taille classique. L'agrandissement de l'exploitation permet tendanciellement d'augmenter le degré d'utilisation des facteurs, ce qui a un impact positif sur la productivité de ces derniers.

Les diagrammes à la **figure 19** montrent aussi que la productivité des facteurs présente d'importants écarts entre des exploitations de la même taille. La productivité des facteurs de certaines exploitations ayant une surface agricole limitée est en effet élevée, alors que l'indicateur de la productivité des facteurs de quelques grandes exploitations est bas. Si la productivité des facteurs des grandes exploitations est tendanciellement plus élevée, cela n'est donc pas toujours le cas. Ce qui est important, c'est dans quelle mesure les exploitations réussissent à augmenter le degré d'utilisation des facteurs.

Outre la croissance de l'exploitation (augmentation des capacités), il existe différentes stratégies pour augmenter la productivité des facteurs, dont notamment une collaboration entre les exploitations, la location de machines, la rationalisation des processus de production ou l'intensification de la production. Il faut en fait soit baisser les coûts de production tout en maintenant le niveau de l'extrait, soit augmenter l'extrait en maintenant le niveau des facteurs d'intrant.

Mais attention, l'augmentation de la productivité du travail n'améliore pas obligatoirement le revenu de la famille paysanne. S'il est vrai que la rationalisation des processus de production augmente la productivité du travail, cette augmentation n'aura un impact sur le revenu, que si le temps libéré de la main-d'œuvre familiale peut être utilisé de

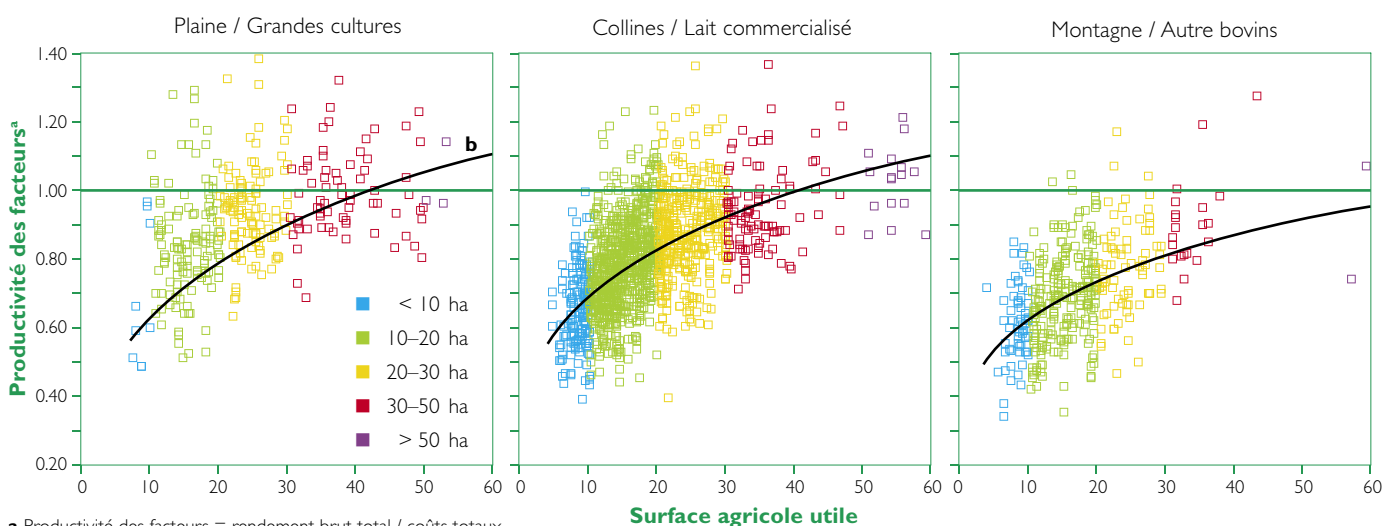
²¹ FAT, diverses années: Rapport principal sur l'évolution économique de l'agriculture suisse, Tänikon.

²² L'augmentation de la productivité des facteurs avec l'accroissement de la surface agricole utile est statistiquement très significative. Avec la fonction $y=b(0)*x^{b(1)}$, la relation est significative au niveau 1% pour les trois types d'exploitation.



Bas de la vallée près de Pozzo Negro TI pendant la construction du portail sud (19.06.2002)

Figure 19: La productivité des facteurs augmente tendanciellement avec la croissance de la surface. Les importants écarts montrent néanmoins que la taille des exploitations n'est pas le seul critère influant sur le niveau de la productivité des facteurs des exploitations. Productivité des facteurs en fonction de la surface agricole utile en hectare (2000–2003).



a Productivité des facteurs = rendement brut total / coûts totaux
b Courbe régressive

manière alternative. Dans le cas contraire, le revenu des exploitations agricoles et donc leur situation économique ne pourront être améliorés. En revanche, la charge de travail de la main-d'œuvre familiale sera réduite, ce qui entraîne souvent une amélioration de la qualité de la vie.

Le fait que l'augmentation de la productivité n'influe que positivement sur les revenus, si le temps libéré peut être utilisé de manière alternative, constitue un problème. Comme nous l'avons montré précédemment, le temps libéré de la main-d'œuvre familiale pourrait en principe être utilisé pour exercer une activité secondaire, exploiter des surfaces supplémentaires ou exploiter plus intensivement celles qui sont à disposition. Ces possibilités ne sont néanmoins souvent pas utilisées, notamment en région de montagne, où la productivité des facteurs est par-

ticulièrement basse (0,73). En effet, dans ces régions, qui présentent un développement économique plutôt faible par rapport à la moyenne suisse, il n'existe souvent pas de places de travail permettant de réaliser un revenu combiné, la surface de l'exploitation ne peut être augmentée en raison de la géographie et de la topographie ou par manque de surfaces disponibles, et la production ne peut être intensifiée pour des raisons écologiques.

Rétribution du travail et du capital
«Dans près de 13% des exploitations, le capital investi et la main-d'œuvre sont mieux rémunérés que s'ils étaient mis en œuvre hors de l'agriculture.»

L'analyse de l'indicateur de la productivité des facteurs dans l'agriculture a montré que la rétribution de la main-d'œuvre familiale et

du capital propre investi dans l'exploitation est moins élevée que si les facteurs étaient employés de manière alternative au salaire comparable ou au taux d'intérêt définis. Nous avons focalisé notre attention sur la productivité des facteurs en tant qu'indicateur du rendement économique de tous les facteurs utilisés. Ci-dessous, nous nous attelons à analyser la productivité du travail et du capital de manière différenciée. L'objectif est à nouveau de déterminer le degré de productivité des facteurs entre leur utilisation au sein de l'agriculture et en-dehors de celle-ci. Pour ce faire, nous nous référons à la rétribution des facteurs en-dehors de l'agriculture. Les indicateurs de la productivité du travail et du capital ne sont donc pas calculés selon les définitions habituelles. Afin d'être le plus clair possible, les indicateurs de la productivité du travail et du capital sont désignés comme «productivité relative du travail» et «produc-





Paysage rural «Hinterem Neugraben» à Ried près de Chiètres FR avant la revalorisation (19.07.2000)

tivité relative du capital» dans le paragraphe suivant. Nous entendons souligner ainsi que les indicateurs montrent la productivité des facteurs dans l'agriculture par rapport à leur utilisation en-dehors de l'agriculture.

Les indicateurs «productivité relative du travail» et «productivité relative du capital»

sont déterminés comme suit:

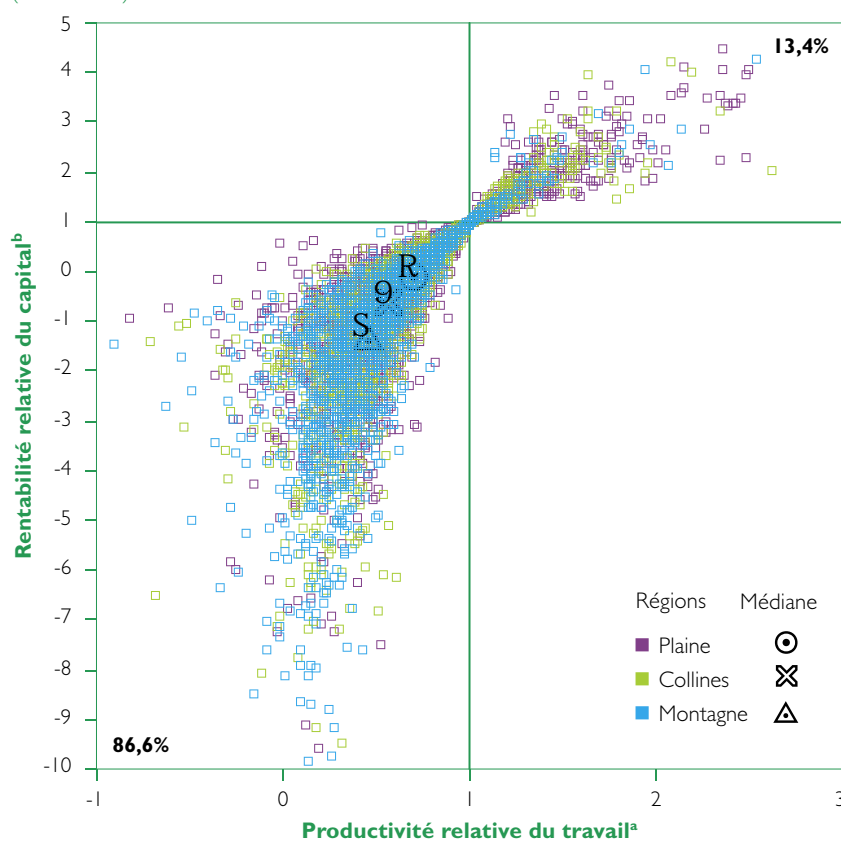
■ «Productivité relative du travail» = (revenu du travail de la main-d'œuvre familiale + frais de personnel) / (salaire calculé de la main-d'œuvre familiale + frais de personnel)

■ «Productivité relative du capital» = (rente des fonds propres + intérêt des

dettes + fermages) / (intérêts calculés du capital propre investi + intérêt des dettes + fermages)

Un indicateur de la «Productivité relative du travail» supérieur à 1 signifie que la rétribution de la main-d'œuvre familiale est plus élevée au sein de l'agriculture que si les facteurs étaient utilisés de manière alternative au salaire comparable. Dans le cas contraire, donc si l'indicateur est inférieur à 1, cela signifie qu'une activité en-dehors de l'agriculture au salaire comparable serait plus rentable. La même chose vaut pour la productivité relative du capital.

Figure 20: La rétribution du travail et du capital investis dans l'agriculture n'est pas satisfaisante en comparaison avec l'utilisation de ces facteurs en-dehors de l'agriculture. Productivité relative du travail et du capital des exploitations agricoles suisses (2000–2003).



La **figure 20** montre les deux indicateurs de productivité pour les exploitations. L'axe horizontal illustre l'indicateur de la productivité relative du travail, alors que l'axe vertical présente celui de la productivité relative du capital.

Il ressort de la figure que les deux indicateurs sont supérieurs à 1 pour 13,4% des exploitations. Cela signifie que le travail et le capital investis sont mieux rétribués par l'activité agricole que s'ils étaient utilisés en-dehors de l'agriculture. Sur les exploitations agricoles restantes (86,6%), les deux indicateurs sont en revanche inférieurs à 1. D'un point de vue purement économique, il serait donc plus rentable d'utiliser le travail et le capital en-dehors de l'agriculture. Cette situation préoccupante montre bien que la durabilité économique de l'agriculture suisse n'est pas assurée.

La **figure 20** montre qu'au moins un des deux indicateurs est négatif pour une partie relativement importante des exploitations²³. L'indicateur «productivité relative du capital»

a Productivité relative du travail = (revenu du travail de la main-d'œuvre familiale + frais de personnel) / (salaire calculé de la main-d'œuvre familiale + frais de personnel)
b Productivité relative du capital = (rente des fonds propres + intérêts des dettes + fermages) / (intérêts calculés du capital propre investi + intérêts des dettes + fermages)



Paysage rural «Hinterem Neugraben» à Ried près de Chiètres FR après la revalorisation (11.07.2002)

est négatif pour les exploitations présentant une rentabilité des fonds propres fortement négative, ce qui est le cas de 62% des exploitations. L'analyse dans le premier paragraphe à la partie B (Page 26) a déjà montré que la rentabilité des fonds propres était négative sur une grande partie des exploitations et que cela avait d'importantes conséquences.

Par ailleurs, la **figure 20** présente les valeurs médianes de la productivité relative du travail et du capital dans les régions de plaine, des collines et de montagne. Il en ressort que tant la productivité relative du travail que celle du capital diminuent entre la zone de plaine et celle de montagne. Cela souligne le fait que l'aisance matérielle de la population active dans l'agriculture et celle qui travaille dans d'autres secteurs économiques présente des écarts croissants plus l'on va vers la zone de montagne.

De manière générale, il ressort de la **figure 20** que la productivité du travail et du capital investi dans l'exploitation est peu satisfaisante pour une très grande partie des exploitations. La relation entre les facteurs de production utilisés et les recettes générées par l'activité agricole n'est pas en adéquation. Il faut donc impérativement améliorer la productivité des facteurs au niveau interne et externe de l'agriculture.

Conclusions

La difficile situation des coûts qui caractérise l'agriculture explique en grande partie les difficultés économiques des exploitations agricoles suisses. Il faut impérativement s'attaquer à la question des coûts, en prenant

à la fois des mesures pour baisser le niveau élevé des coûts de la consommation intermédiaire et pour continuer à sensibiliser les exploitations à ce problème. La réduction des prix des moyens de production agricole et l'utilisation systématique des potentiels de réduction des coûts sur les exploitations constituent la base pour augmenter la productivité et améliorer la situation économique du secteur agricole.

C3 RÉSUMÉ ET POINTS DE VUE

La situation de l'agriculture n'est pas durable du point de vue économique

L'analyse des résultats comptables montre que les revenus agricoles ont augmenté ces dernières années. Malgré cette amélioration, le revenu des paysans est resté insuffisant en 2003. Vu la grande sécheresse de l'été dernier, laquelle a entraîné des pertes importantes dans la production végétale, il fallait en principe s'attendre à une dégradation supplémentaire des revenus agricoles. La pression sur les revenus induite par la sécheresse a cependant pu être compensée en grande partie par les importants efforts des paysans. De plus, la bonne situation sur les marchés du bétail de boucherie a influé positivement sur les revenus. Il convient néanmoins de tenir compte du fait que les répercussions de la sécheresse n'apparaîtront en partie que dans les comptes de l'année 2004.

En 2003, la valeur médiane des revenus agricoles s'est élevée à environ 55'000.– francs, ce qui constitue une baisse de 3'000.– francs par rapport à l'année précédente. La valeur médiane du revenu du travail annuel par

unité de main-d'œuvre familiale, la grandeur comparable avec les revenus dans les autres secteurs économiques, s'est quant à elle élevée à 36'000.– francs. Cela constitue une augmentation de près de 6'000.– francs par rapport à l'année précédente. L'augmentation relative du revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale par rapport aux années précédentes, une grandeur résiduelle purement mathématique, s'explique en premier lieu par des raisons externes, notamment par la baisse des taux d'intérêt des obligations de la Confédération, une des variables externes importantes. L'analyse de la répartition des revenus montre par contre que plus de 80% des exploitations agricoles n'a pas pu atteindre la valeur seuil normative de 50'000.– francs définie par l'USP pour le revenu du travail annuel par unité de main-d'œuvre familiale.

En 2003, la valeur médiane du revenu total s'est élevée à 73'800.– francs par exploitation, ce qui constitue également une augmentation par rapport à l'année précédente.

Malgré l'amélioration des revenus l'année dernière, une situation dans laquelle le revenu du travail annuel par unité de main-d'œuvre familiale n'atteint pas 50'000.– francs sur 74% des exploitations, où la valeur médiane du revenu mensuel par unité de main-d'œuvre familiale s'élève à 2'580.– francs et où plus de 70% des exploitations présentent une rentabilité négative du capital, ne saurait en aucun cas être qualifiée de durable du point de vue économique.

La Suisse: un flot de cherté

La mauvaise situation des revenus agricoles s'explique en partie par le niveau élevé des coûts de production. L'analyse de la situation

23 Toutes les exploitations situées en dessous et / ou à gauche de la ligne zéro.





Sedrun GR avant la mise en service de la place d'installation du chantier AlpTransit (26.09.1995)

en matière de coûts a montré que le niveau des prix des moyens et facteurs de production agricoles était sensiblement plus élevé en Suisse que dans les pays voisins. Par ailleurs, les importants écarts au niveau des coûts d'une exploitation à l'autre indiquent que les chefs d'exploitations réussissent plus ou moins bien à s'adapter au niveau des coûts et à utiliser les potentiels de réduction des coûts.

En Suisse, les moyens et les facteurs de production sont sensiblement plus chers que dans les pays qui nous entourent. En observant l'évolution des prix des moyens de production, on s'aperçoit que ces prix se situent à un niveau élevé depuis cinq ans. Si la réforme agricole initiée il y a quinze ans a bel et bien entraîné une baisse sensible des prix des produits agricoles, elle n'a en revanche eu aucun impact sur les prix de la consommation intermédiaire, lesquels demeurent globalement toujours à un niveau élevé. Une analyse plus approfondie des prix des moyens de production montre, par ailleurs, que ceux des moyens de production provenant d'en-dehors de l'agriculture ont même augmenté de 4,7% entre 1998 et 2003. Au cours de la même période, les prix des moyens de production issus de l'agriculture ont quant à eux baissé de 5,3%, raison pour laquelle l'indice des prix de l'ensemble des moyens de production est resté stable. Afin d'améliorer la situation des revenus et de renforcer la compétitivité du secteur agricole, il faut donc baisser les prix des moyens de production n'étant pas issus de l'agriculture. Rappelons en effet que les baisses de prix des moyens de production mis à disposition par l'agriculture constituent uniquement un transfert entre les branches de production ou les types d'exploitation, qui n'a aucun impact sur les revenus agricoles.

L'analyse de la situation des exploitations en matière de coûts a montré que les coûts de production variaient fortement entre les exploitations d'une autre branche de production. Les coûts de production varient néanmoins également sensiblement entre les exploitations d'un même type, ce qui s'explique par de nombreuses raisons, notamment par le fait que les chefs d'exploitation ne repèrent pas tous les potentiels de réduction des coûts et ne sont pas tous capables de les utiliser de la même manière.

La productivité doit être augmentée

Si les coûts de production varient fortement d'une exploitation à l'autre, cela est également le cas de la productivité des facteurs. L'analyse a montré que le travail de la main-d'œuvre familiale et les fonds propres investis sur l'exploitation étaient nettement moins bien rétribués sur la majeure partie des exploitations agricoles que s'ils étaient utilisés en-dehors de l'agriculture. Le capital et le travail ne sont mieux rétribués par l'activité agricole, aux valeurs comparables définies, que sur 13% des exploitations. La productivité des facteurs dans l'agriculture doit donc globalement être qualifiée d'insatisfaisante. Il faut impérativement agir à différents niveaux, pour améliorer cette situation.

Propositions pour améliorer la situation économique de l'agriculture

Il faut impérativement s'attaquer aux divers problèmes mis en évidence précédemment. Pour ce faire, l'USP propose les pistes suivantes:

- **Baisse des prix des moyens de production:** la réforme agricole et l'ouverture accrue des marchés agricoles ont entraîné une baisse sensible des prix

des produits agricoles. A l'avenir, il faudra veiller à ce que les prix de la consommation intermédiaire baissent, notamment ceux des moyens de production ne provenant pas de l'agriculture. Divers facteurs expliquent le niveau élevé des prix des moyens de production en Suisse. Il s'agit avant tout de facteurs politiques, économiques et, de manière générale, structurels. Il convient de s'attaquer systématiquement aux causes des prix élevés de la consommation intermédiaire.

- **Assouplissement des exigences entraînant une forte augmentation des coûts:** il convient de supprimer diverses exigences dans certains domaines qui engendrent une augmentation des coûts sans présenter de véritable utilité pour la société. Citons par exemple l'aménagement du territoire, domaine dans lequel il faut assouplir les exigences concernant les matériaux pouvant être utilisés, la protection des sites et l'utilisation des bâtiments agricoles.

- **Mettre à profit les potentiels de réduction des coûts dans les exploitations:** la réduction des coûts de production constitue une des pistes principales à explorer pour améliorer la situation économique des exploitations. Les prix de la consommation intermédiaire étant en grande partie donnés, les exploitations doivent repérer les potentiels de réduction de ces coûts dans le cadre défini et les mettre systématiquement à profit.

- **Réduction des coûts et augmentation de la productivité par une meilleure utilisation des facteurs:** le degré d'utilisation des facteurs de production doit être amélioré.



Sedrun GR après la mise en service de la place d'installation du chantier AlpTransit (18.09.1998)

ré. Outre la croissance de l'exploitation et l'augmentation des capacités, il convient notamment de renforcer la collaboration entre les exploitations, d'intensifier ou de spécialiser la production ou de rationaliser de manière générale les processus de production.

- **Conditions générales permettant d'augmenter la productivité:** l'augmentation de la productivité du travail n'influe positivement sur le revenu que si le temps de travail libéré peut être utilisé de manière alternative. Pour ce faire, il faut que des places de travail soient disponibles dans les secteurs non agricoles, notamment dans les régions périphériques. Le renforcement de l'économie dans les régions rurales par une politique régionale efficace et des initiatives regroupant divers secteurs constitue donc la condition sine qua non pour améliorer la productivité de l'agriculture.
- **Augmentation de la marge de manœuvre des paysans:** les dispositions empêchant l'adaptation des structures et compliquant l'abandon de l'activité agricole doivent être assouplies. Ainsi, le droit fiscal avec l'impôt sur le bénéfice de liquidation, le droit de succession rural et la loi sur l'aménagement du territoire limitant l'utilisation des bâtiments agricoles restreignent notamment la marge de manœuvre des paysans. De nombreuses familles paysannes sont obligées de poursuivre l'activité agricole, bien que leur situation économique soit intenable.
- **Politique fiable et cohérente:** le haut niveau des coûts de production auquel doivent faire face les exploitations s'ex-

plique en partie par des investissements réalisés par le passé, qui nous paraissent inutiles aujourd'hui. Rappelons à ce propos que les exploitations décident des investissements qu'elles entendent consentir sur la base des conditions générales politiques et économiques auxquelles il faut s'attendre les prochaines années. On comprend donc l'importance que revêt une politique agricole fiable et basée sur la continuité. Toute modification importante et imprévisible des conditions générales politiques empêche en effet l'agriculture de mener une politique d'investissement orientée vers l'avenir.





Partie A

Partie B

Partie C

Annexes





Vieux port à Morat FR avant Expo.02 (14.07.1999)

Partie D: Annexes

52

ANNEXE I ENTREPRISES ET EMPLOYÉS DU SECTEUR COMMERCIAL PRODUISANT POUR LA CONSOMMATION INTERMÉDIAIRE DE L'AGRICULTURE (Complément à la fig. 7)

	Etablissements			Emplois			Emplois par établissement		
	1995	1998	2001	1995	1998	2001	1995	1998	2001
Production:									
a Aliments pour animaux de ferme	130	145	147	1'950	2'118	2'474	15	15	17
b Engrais, produits azotés	9	8	12	3'170	109	178	352	14	15
c Produits agrochimiques	24	26	25	1'368	3'247	3'101	57	125	124
d Tracteurs agricoles	136	40	34	712	202	191	5	5	6
e Autres machines agricoles	360	534	541	2'828	3'499	3'474	8	7	6
Intermédiaires du commerce:									
f Matières premières agricoles, animaux, demi-produits	48	29	22	123	414	70	3	14	3
g Denrées alimentaires, boissons, tabac	57	50	29	221	190	95	4	4	3
Commerce de gros:									
h Céréales, semences, aliments pour le bétail	318	380	346	4'479	5'163	4'657	14	14	13
i Fleurs et plantes	145	122	133	2'475	1'879	1'713	17	15	13
j Animaux vivants	303	300	260	944	983	831	3	3	3
k Combustibles	277	281	286	4'330	3'785	3'118	16	13	11
l Machines agricoles	375	438	477	2'382	2'569	3'212	6	6	7
Commerce de détail:									
m Céréales, aliments pour animaux, produits agricoles	307	185	146	2'051	863	1'073	7	5	7
n Fleurs et plantes	1'470	1'490	1'510	8'028	6'379	7'136	5	4	5
o Animaux domestiques	250	286	280	884	1'060	1'152	4	4	4
Location de machines agricoles	9	4	5	28	8	9	3	2	2
p Activités vétérinaires	775	775	815	2'627	2'805	3'092	3	4	4
Total¹	4'993	5'093	5'068	38'600	35'273	35'576	8	7	7

¹ sans les entreprises qui sont surtout actives pour d'autres domaines, telles les entreprises de construction, les institutions de crédits, les sociétés d'assurance, les fiduciaires, les administrations, etc.

Source: Office fédéral de la statistique, cf. Statistiques et évaluations, Brugg 2003, ISSN 0257-9243, tableau I0.5.



Vieux port à Morat FR pendant Expo.02 (29.09.2002)

ANNEXE 2 ENTREPRISES ET EMPLOYÉS DU SECTEUR COMMERCIAL PRODUISANT DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE LUXE (Complément à la fig. 9)

	Etablissements			Emplois			Emplois par établissement		
	1995	1998	2001	1995	1998	2001	1995	1998	2001
Intermédiaires du commerce:									
Denrées alimentaires, boissons, tabac	57	50	29	221	190	95	4	4	3
Commerce de gros:									
Tabac non manufacturé	6	4	3	31	41	19	5	10	6
a Fruits et légumes	357	387	327	5'191	5'434	5'117	15	14	16
b Viande et produits à base de viande	226	206	157	2'741	1'683	1'438	12	8	9
c Lait, œufs, huiles comestibles	224	188	168	2'540	2'394	2'262	11	13	13
d Vins et spiritueux	590	609	592	5'391	4'138	3'862	9	7	7
Autres boissons	262	245	234	2'427	3'232	3'291	9	13	14
Tabac	47	46	42	1'582	1'346	1'033	34	29	25
e Sucre, chocolat, confiserie	65	70	56	1'479	793	880	23	11	16
Café, thé, épices	84	88	110	516	554	862	6	6	8
Autres produits alimentaires	413	368	374	4'201	3'482	3'751	10	9	10
f Denrées alimentaires et boissons en général	242	288	197	8'046	10'096	6'597	33	35	33
Commerce de détail:									
g Hypermarchés >2'500 m ²	33	35	13	60'600	53'457	20'207	1'836	1'527	1'554
h Grands supermarchés 1'000–2'499 m ²	16	33	19	6'716	27'602	71'945	420	836	3'787
i Petits supermarchés 400–999 m ²	108	194	80	13'524	6'427	1'503	125	33	19
j Grands commerces 100–399 m ²	1'081	1'371	1'188	11'818	11'406	12'561	11	8	11
k Petits commerces <100 m ²	1'805	1'547	1'572	4'314	3'944	3'073	2	3	2
l Fruits et légumes	215	153	158	775	448	549	4	3	3
m Viande et produits à base de viande	1'934	1'866	1'670	9'856	9'394	8'809	5	5	5
Poissons et fruits de mer	81	57	61	220	190	233	3	3	4
n Pain, pâtisserie, confiserie	2'857	2'878	2'678	27'468	28'422	28'169	10	10	11
o Boissons	794	805	886	2'889	2'484	3'319	4	3	4
p Tabac	178	126	123	658	477	497	4	4	4
q Produits laitiers et œufs	645	552	426	2'033	1'812	1'397	3	3	3
r Autres commerces de détail de produits alimentaires	339	436	475	1'595	1'485	1'823	5	3	4
Total	12'659	12'602	11'638	176'832	180'931	183'292	14	14	16



Glissement de terrain à «Chleuvena» FR avec zone Falli-Höllli détruite (23.08.1994)

54

ANNEXE 3 ENTREPRISES ET EMPLOYÉS DU SECTEUR COMMERCIAL TRANSFORMANT DES PRODUITS AGRICOLES (Complément à la fig. 8)

	Etablissements			Emplois			Emplois par établissement		
	1995	1998	2001	1995	1998	2001	1995	1998	2001
a Production de viande de boucherie	79	96	89	1'727	3'825	3'472	22	40	39
b Production de viande de volailles	12	8	10	510	411	819	43	51	82
c Produits à base de viande	140	122	145	8'190	7'183	7'282	59	59	50
Industrie du poisson	24	27	28	202	307	242	8	11	9
d Grains	133	110	101	2'289	1'970	1'469	17	18	15
Autres produits laitiers	28	21	7	975	638	213	35	30	30
Transformation du thé et du café	70	64	69	1'191	800	827	17	13	12
Alcool éthylique de fermentation	60	31	38	203	78	90	3	3	2
Tabac	14	12	12	3'279	2'879	3'005	234	240	250
Préparation et filature de fibres de type laine (cycle cardé)	3	6	4	96	68	53	32	11	13
Préparation et filature de fibres de type laine (cycle peigné)	4	7	5	143	139	417	36	20	83
Préparation et filature de fibres de type lin	3	1	–	33	15	–	11	15	–
Fabrication de vêtements en cuir	18	14	14	66	39	26	4	3	2
Préparation et teinture des pelleteries, fabrication d'articles en fourrure	93	74	66	308	263	231	3	4	4
Industrie:									
e Pommes de terre	4	3	4	622	183	176	156	61	44
f Fruits et légumes	34	32	38	693	2'347	2'470	20	73	65
Production:									
g Jus de fruits et de légumes	20	17	17	746	884	660	37	52	39
h Huiles, margarine, graisses	13	9	9	954	665	338	73	74	38
i Produits laitiers frais	154	147	113	5'746	4'416	4'461	37	30	39
j Fromage	1'123	1'029	944	4'467	4'847	4'695	4	5	5



Glissement de terrain à «Chleuvena» FR avec zone Falli-Höllli dégagée (16.09.1997)

	Etablissements			Emplois			Emplois par établissement		
	1995	1998	2001	1995	1998	2001	1995	1998	2001
Production:									
Beurre	3	1	1	150	2	2	50	2	2
Glaces et sorbets	11	12	24	47	63	178	4	5	7
Produits amylacés	2	2	4	126	155	182	63	78	46
Aliments pour animaux domestiques	21	12	12	114	280	78	5	23	7
k Pain, pâtisserie fraîche	231	151	187	8'836	8'887	9'283	38	59	50
l Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	30	43	36	1'485	1'767	1'920	50	41	53
m Sucre	5	3	3	510	449	374	102	150	125
n Cacao, chocolat	47	41	46	7'041	4'356	7'828	150	106	170
Confiserie	24	37	43	746	1'221	1'200	31	33	28
o Pâtes alimentaires	61	69	63	606	803	1'110	10	12	18
Condiments et d'assaisonnements	36	33	33	717	1'105	1'201	20	33	36
p Aliments diététiques	22	24	33	1'068	743	424	49	31	13
Autres industries alimentaires	62	62	73	6'132	6'012	3'842	99	97	53
q Boissons alcooliques	41	69	73	566	545	538	14	8	7
r Vin	144	121	131	999	1'057	1'231	7	9	9
Autres vins à base de fruits	4	14	16	38	121	110	10	9	7
Autres boissons fermentées	3	1	–	25	5	–	8	5	–
Brasserie	33	34	41	3'099	2'300	1'953	94	68	48
Boissons non alcoolisées	47	37	33	2'542	2'156	2'317	54	58	70
Total	2'856	2'596	2'565	67'287	63'984	64'717	24	25	25



Mägisalp BE (Hasliberg) avant la construction d'un télésiège (20.02.1992)

ANNEXE 4 DÉFINITION DES INDICATEURS

1. Revenu total par exploitation

Seuil: aucun

Le revenu total de l'exploitation est la somme du revenu agricole et du revenu accessoire. Le revenu accessoire comprend tous les revenus générés par l'activité extra-agricole de la famille du chef d'exploitation, exceptés héritages, donations et versements des assurances de capital.

2. Revenu annuel du travail par unité de main-d'œuvre familiale

Seuil: 50'000.– francs

Rétribution du travail effectué par la main-d'œuvre familiale sur l'exploitation. Le revenu est formé après déduction du revenu agricole de la part affectée à la rétribution du capital propre. Au contraire du «salaire», le revenu annuel est une valeur de calcul.

3. Revenu agricole

Seuil: 100'000.– francs

Rendement annuel réalisé. Sert à rémunérer la main-d'œuvre familiale de son travail sur l'exploitation ainsi que les fonds propres investis dans l'exploitation. Rendement brut (revenu total généré par les activités agricoles) moins les coûts réels (p.ex. coûts matériels, intérêts et baux).

4. Rentabilité du capital total

Seuil: 0

Relation du rendement net (= rendement brut total – coûts réels – intérêts calculés du capital propre – salaire par unité de main-d'œuvre familiale) par rapport au capital total. Le capital total est constitué des actifs financés par les fonds propres et le capital étranger.

ANNEXE 5 VALEURS MÉDIANES DES INDICATEURS DE REVENU

	2001	2002	2003
Revenu total	66'470.–	65'283.–	72'259.–
Revenu agricole	47'894.–	46'236.–	50'541.–
Revenu accessoire	12'308.–	11'977.–	13'263.–
Revenu annuel du travail par UMOF	27'418.–	27'420.–	33'356.–



Mägisalp BE (Hasliberg) après la construction d'un télésiège (09.03.1993)



Impressum

58

COLLABORATION AU RAPPORT DE SITUATION

Editeur / Diffusion

Union suisse des paysans
Laurstrasse 10
5201 Brugg
Téléphone: 056 462 51 11
Téléfax: 056 441 53 48
www.sbv-usp.ch
info@sbv-usp.ch

Direction du projet

Marco Baltensweiler
Roland Furrer

Collaboration

Anni Blumer
Daniel Erdin
Silvano Giuliani
Anny Granges
Robert Grüter
Thomas Jäggi
Séverine Maridor
Christoph Rotzer
Martin Rufer
Hans Rüssli
Josef Wüest

Conception graphique

MACH AG Communications, 5400 Baden
Téléphone: 056 221 03 85
www.machbaden.ch

Mise en page

Nejna Gothuey

Traduction

Trait d'Union, 3000 Berne 6
Téléphone: 031 359 52 22

Imprimerie

Vogt-Schild/Habegger Medien AG
4501 Solothurn
Téléphone: 032 624 71 11
www.vshdruck.ch

Photographies

Fondation documenta natura, 3000 Bern 9
Téléphone: 031 302 98 28
www.documenta-natura.ch

Prix

CHF 20.– par exemplaire
CHF 15.– dès 10 exemplaires
Prix excl.TVA (2,4%) et frais d'envoi

